

JOURNAL #6
INSOLENT DE QUARTIER

SOUS LE SOLEIL LA PLAINE

STOP
AIRBNB

SOLEAM
DÉGAGE



PLAINE À
PR ~~X~~ENDRE

PRIX LIBRE

AU MENU

DOSSIER

- › Métropolisation (P.4)
- › Soleam, quézaco ? (P.6)
- › 20 millions pour détruire la Plaine, rien pour sauver Noailles, à qui profite le crime ? (P.6)
- › La ville pousse d'en bas (P.7)
- › Fabriquer la ville convivialement (P.7)

VIE DE QUARTIER

- › Vivre à la Plaine coûte que coûte (P.8)
- › Fantômes vifs & monuments nouveaux (P.10)
- › C'est toujours la plaine, mais ce n'est plus vraiment la plaine (P.12)
- › Ça s'est passé près de chez vous : l'occupation de la Criée (P.14)
- › Manifesten : carrément antispéculatif ! (P.15)
- › La « Dar » : une maison pour tous et toutes (P.15)
- › Écologie du local (P.16)
- › Fêtes, repas de quartier, Carnaval... : sociabilités en danger ! (P.17)
- › Solidarités marseillaises (P.18)
- › Fête des solidarités, 1^{ère} édition ? (P.19)
- › Sans son marché, la Plaine n'est pas encore la Plaine... (P.19)
- › Antenne-relais : c'est pas la Plaine... (P.20)
- › Plainardes, plainards, « on » vous zieute jour et nuit et à l'occasion on vous cause (P.21)
- › Merci Chenoz, pour les 100 bacs à crottes de chiens sur la place ! (P.21)
- › Livraison surprise ! (P.22)
- › La Plaine, circulez, y'a rien à boire (enfin si, mais bon...) (P.23)



édito

Soleam, la politique du pire ou l'esthétique de la fraude

« Tout dans ce chantier a été catastrophique. De la concertation qui n'a pas eu lieu à la dépense financière excessive (20 millions d'euros !) en passant par la réflexion autour des forains et maintenant la passe d'armes entre la Ville et la Soleam »

Irma, mère de deux enfants, une habituée de la Plaine, *La Provence*, 12 mai 2021.

En guise de concertation : un mur en béton et un chantier étouffant, la Plaine, et la dispersion de tout un tissu de relations sociales pendant plus de deux ans et demi. En huit ans (de 2010 à 2018), seulement 31 logements ont été créés au lieu des 1500 que la Soleam s'était engagée à livrer.

Après la volée de bois vert administrée à la Soleam par le rapport de la Cour régionale des comptes qui en relevait toute l'incompétence intéressée, il n'y avait pas de quoi être fier. Et pourtant certains l'étaient. Ainsi le ridicule Lionel Royer-Perreaut, tout frais nouveau président de la Soleam qui convoqua, en catimini, une conférence de presse dans un coin de la Plaine pour faire l'éloge de l'excellence du travail remis. Réunion vertement chahutée par quelques habitantes qui passaient par là, chez elles, chez nous, quoi !

Quelques temps plus tard, rejetant la plupart des critiques formulées dans le rapport de la Cour des comptes, Leroy-penaud promettait de s'amender. On allait voir ce qu'on allait voir !

Et l'on voit : une immense plate-forme minéralisée, manquant de zones ombragées (on vous l'avait bien dit !), aucun terrain de foot ni de pétanque pour les amateurs, une aire de jeux pour enfants, exposée en plein soleil, un espace public grignoté de tous bords par les terrasses, un unique WC pour toute la place (encore coffré) et un marché qu'on ne voit toujours pas venir.

Alors, on les laisse, ces Attila au petit pied, persévérer dans leurs fantasmes ou on leur coupe, dès maintenant, l'herbe sous les pieds ? On les laisse piétiner nos libertés de circuler, de vivre, comme sidérés par leur machineries, comme les magnolias enfermés dans leurs plaques d'acier, ou alors on contribue à rendre cet espace à nouveau habitable aux êtres humains ?

Métropolisation

CARNAGE À TOUS LES ÉTAGES ou plutôt béton partout à l'horizon. Zones en friches, terre qui subsiste encore ça et là, vieux immeubles au charme d'antan et encore vaillants, partout la béton-mania fait son œuvre.

Feu! L'histoire des quartiers, écrite et construite par ceux qui y vivent...

Déméure de l'économie néo-libérale ultra connectée et déconnectée des réalités locales, du terrain, de l'histoire des lieux, du vivant... la métropole avale tout et recrache béton, macadam et minéralisation...

La métropole d'Aix-Marseille, créée en 2016, est la plus étendue en France avec 92 communes pour 1,8 millions d'habitants. Globalement, elle chapote les stratégies de développement : urbanisme, déplacements, équipements culturels, etc.

Zones de flou
mairie/métropole car partagées :
stationnement (parkings privés =
métropole/places dans la rue =
mairie), plan local d'urbanisme =
métropole mais permis de
construire délivrés par la mairie...

BON, D'ABORD LA MÉTROPOLE QU'EST-CE QUE C'EST ?

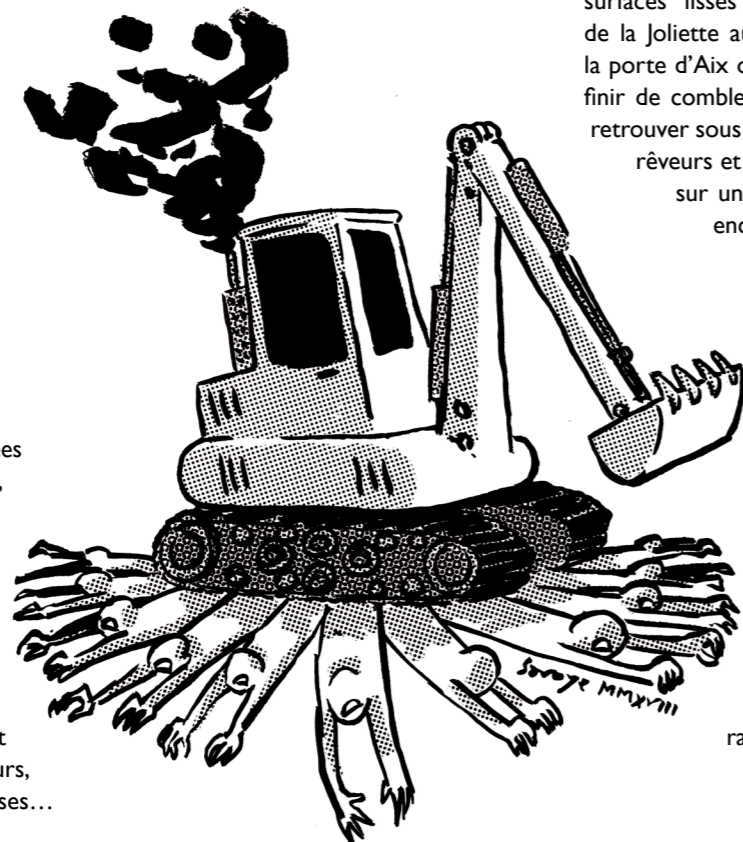
Initiées par la mondialisation, les métropoles se sont développées avec comme système de pensée, l'idée que plus c'est gros, rationalisé et connecté, plus c'est efficace économiquement, comme si les échanges avaient attendu Internet pour s'effectuer dans le monde... Le « Big is beautiful » est de mise.

Ratisser loin, construire encore et toujours plus vite, attirer investisseurs, manifestations touristiques, entreprises...

Des professionnels de la ville à consommer, architectes et promoteurs, fossoyeurs de la mémoire des quartiers et autres territoires, planifient destructions et reconstructions: tours de bureaux, d'habitation, centres commerciaux, éco-quartiers ultra sécurisés, réseaux routiers, circuits aériens, 5G... l'histoire des lieux est effacée et remplacée fissa.

Mobilité, attractivité, tourisme sont les valves de ces nouveaux cœurs économiques au service des financiers. (Et wesh, les clusters !)

S'il peut y avoir des politiques publiques plus cohérentes grâce à la métropole (par ex. à Gap pour le développement des transports ou la gestion de services), la ville monstre aspire surtout l'activité économique au détriment des communes, accentue les inégalités territoriales et les maires ont de moins en moins de pouvoirs ¹.



La gouvernance ² reste en mode vertical. Et malgré des avis remettant en question cette métropolisation, de plus en plus nombreux ³, des chantiers gigantesques continuent à sortir.

EUROMÉDITERRANÉE

À la suite du Grand Lyon, du Grand Paris, de Lille et ses quartiers d'affaires (EuraLille 1 puis 2), la Ville de Marseille – à la traîne dans la compétition mondiale – a bien décidé de rentrer dans la course. Euroméditerranée, projet pharaonique élaboré d'en haut dans les années 80' pour revitaliser un centre de Marseille – trop populaire sûrement – et au passage le plus grand chantier d'Europe, a bien entamé, depuis lors, son processus de construction de quartier en kit. Plusieurs milliers de tonnes de béton façonnent les surfaces lisses des nouveaux quartiers : de la Joliette aux Crottes, en passant par la porte d'Aix où un bâtiment immense va finir de combler l'espace où pouvaient se retrouver sous les arbres, familles, badauds, rêveurs et quelques migrants échoués sur un bout d'herbe, malgré tout encore plus verte qu'ailleurs.

Au fait, le béton, est-ce écologique? Question balayée par une com' fallacieuse à base d'éco-quartiers et autres leurres verdoyants.

Moins visibles, et comme ailleurs, les petites bourses sont gentiment dégagées du centre : vous avez dit gentrification? Rien qu'en 2020, l'immobilier aurait bondi de 7% à Marseille.

ET LE QUARTIER DE LA PLAINE DANS TOUT ÇA ?

Par un tour de passe-passe, la plus grande place de Marseille, non prévue initialement, devient le projet phare de l'opération « Grand Centre-Ville » de Marseille.

Hop! une petite requalification au coût exorbitant et le quartier y gagne en image et donc en investisseurs ; et ce, grâce à la Soleam, épinglée par la Chambre régionale des comptes, début 2021, pour sa gestion calamiteuse (cf. CQFD n°198).

Le projet s'inscrit bien dans cette politique marketing d'image sur papier glacé : conçu sans les habitants et faisant fi de la culture autochtone (terrain de pétanque absent, marché populaire tronqué d'un tiers de ses forains – avec « montée en gamme » stp – arbres arrachés et remplacés par

des arbustes, esplanade bien minérale aux éclairages bleutés à la nuit tombée, sans oublier l'œil omnipotent des caméras... C'est grand, c'est lisse, c'est neuf et c'est ouvert donc, « c'est mieux qu'avant ».

Alea jacta est.

Question gestion t'as le choix : métropole et mairie. Les aménagements c'est la métropole ; l'entretien, ce serait la mairie... youpi.

Densifier et aussi complexifier sont des vertus de la métropolisation.

ET EN BAS, ÇA DIT QUOI ?

En bas, y a encore du ressort!

Ainsi grâce à la pression exercée par les collectifs et de personnes impliquées, des grains peuvent encore enrayer la mécanique et envoyer de la pulsation :

• à la Plaine : refus de la mairie de réceptionner le Fort Alamo pour enfants en l'état, le concepteur doit revoir sa copie, l'étude en cours du retour du maximum de forains du

marché, des initiatives autogérées, festives et solidaires...

• des ateliers populaires d'urbanisme en plein air pour donner à comprendre les enjeux et peser dans les décisions

• plus loin boulevard de la Corderie : le projet de la caserne d'Aurelle suspendu car permis de construire bloqué...

Alors, pour que le récit des quartiers continue à s'écrire, que vivent la culture de terrain, les assemblées et autres joyusetés collectives et dans la rue!

Aioli!

Autres sources

- « Concevoir un imaginaire métropolitain autre pour penser la coopération territoriale » Cyntia Ghorra-Gobin
- « Mairie, métropole, qui fait quoi? » Marsactu

Notes

- 1 • PL, membre d'Un Centre Ville Pour Tous
- 2 • « La métropolisation ou la fin annoncée des territoires » Martin Vanier
- 3 • « Le Grand Paris est un écocide »



Soleam, quézaco ?

LA SOLEAM est une société publique financée par la Métropole et plusieurs de ses communes, dont Marseille qui détient 20% de son capital. Ses missions sont très larges et concernent la mise en œuvre des projets urbains, mais aussi des politiques de l'habitat (notamment la production de logements accessibles et la lutte contre l'insalubrité). Il s'agit donc d'une structure qui a des finalités de service public. Elle se présente sur son site comme ayant un "objectif social".

Mais depuis de nombreuses années, on dirait que la Soleam fait la une des journaux plus pour sa négation de l'intérêt public en faveur des intérêts privés, que pour l'amélioration du cadre de vie des habitant.es de la ville. Et cela bien avant ses méfaits sur la Plaine.

Pour mémoire, la Soleam naît en 2010, mais depuis 2003 son histoire est déjà tracée par l'action de la Sem (Société d'économie mixte) Marseille Aménagement qu'elle va relayer dans une opération de "democracy washing" (dévoisement des enquêtes publiques). Cette dernière avait à son actif plusieurs affaires douteuses faisant l'objet d'enquêtes (marchés publics et vente de terrains sans mise en concurrence, expulsions forcées dans le cadre des PRI – Principles for Responsible Investment –, travail dissimulé, favoritisme...).

Objectifs de la Soleam sur 8 ans pour la rénovation du centre-ville :

- 1 500 logements à produire, 31 réalisés
- 2 000 logements à réhabiliter, 14 réalisés

« Pour l'hyper-centre, la réhabilitation a un coût, avec un investissement colossal d'argent public. En a-t-on les moyens ? Dans les quartiers périphériques, il faut mixer les populations. Mais je ne crois pas que lorsqu'on s'endette sur 25 ans pour être propriétaire, notre rêve soit d'avoir, sur le palier d'en face, un logement social attribué par la préfecture. »

Lionel Royer-Perraut
(nouveau Président de la Soleam, remplaçant de Chenoz).

Cf. La Provence, 25 avril 2021.



20 millions pour détruire la Plaine, rien pour sauver Noailles, à qui profite le crime ?

DANS SON RAPPORT, la Chambre régionale des comptes (CRC) dénonce clairement un coup de force contre le quartier. En effet, dans l'Opération Grand centre-ville (OGCV), le secteur de la Plaine était couvert uniquement et à grand besoin, au titre de la rénovation de cent vingt logements, dont les dernières livraisons devaient intervenir fin 2020. Le budget de l'OGCV prévoyait 5 pôles de nouveaux logements, comme il en projetait des dizaines dans d'autres quartiers de la ville, mais à aucun moment il n'avait été question de « requalification de la Place Jean Jaurès ». Ainsi, dans son rapport, la CRC ne s'explique pas comment la Soleam a basculé autoritairement la quasi-totalité du budget logement dédié à la Plaine et à une grosse part d'autres quartiers (le chantier livré dépasse les 20 millions d'euros au lieu des 11 affichés au départ) vers un projet d'embellissement urbain.

Par ailleurs, au sujet du prix, la CRC prend le temps de préciser que la Soleam, en tant que « maître d'œuvre », empêche un pourcentage du montant des travaux : « la hausse de la rémunération du maître d'œuvre atteint 24 % » selon les calculs de la CRC. Et d'ajouter cette faute pénale : « Ces hausses de

montants sont intervenues sans que la Soleam ne s'interroge sur la nécessité de mener une nouvelle mise en concurrence ».

Ce qui fait dire à un des bouchers de la rue St Michel, bien plus expert du quartier, « À la Soleam, on se torche le cul avec des billets de 500 avec les petits copains ! ».

Cette décision, décrite par la CRC comme totalement opaque, au mépris des urgences criantes en matière d'habitat, trouvera un écho morbide et dramatique dans la mort des 8 habitant.es du 65 rue d'Aubagne, dans l'effondrement de leur immeuble le 5 novembre 2018, avec le 63, propriété de Marseille Habitat, bailleur municipal, directement en lien avec la Soleam.

Comment interpréter ce choix criminel de défoncer le quartier de la Plaine, avec un chantier de presque trois ans, dont la CRC pointe elle-même le caractère « très contesté » dès les premières études hors de prix, de laisser l'habitat indigne et les périls se développer, de regarder les commerces fermer un par un, si ce n'est par une volonté bien réfléchie de la Soleam et de ses donneurs d'ordre, Métropole & Mairie, de domestiquer la Plaine en tant qu'espace bouillonnant, contestataire, relativement libre et indiscipliné ? L'éviction durable du marché trihebdomadaire, sujet qui n'est toujours pas réglé, complète le tableau d'un quartier en ruine, d'une table rase, d'une mise au pas quasi militaire des soubresauts de vie de quartier (haut mur, vigiles, caméras, CRS...).

Nous étions des milliers à en avoir l'intuition à l'automne 2018. Le rapport de la CRC vient rendre des éléments formels qui continuent de nourrir nos colères.

LA VILLE POUSSE D'EN BAS

Comment ça tient la vie dans une ville ?

À Marseille sûrement pas grâce aux élus, aux agences d'aménagement ou aux architectes. La vie ne tient pas dans leurs logiciels et modélisations. Ils pensent que la ville se fait par en haut, par leurs plans qui quadrillent nos rues, par des caméras qui poussent au-dessus de nos têtes ou par la construction de tours depuis lesquelles un directeur croit dominer Marseille.

Là pourtant ils ont tort, la vie pousse depuis en bas dans nos villes. L'Assemblée de la Plaine ou plus récemment Les Ateliers Populaires d'Urbanisme d'Un Centre-Ville Pour Tous sont des exemples de ce désir d'une ville construite à ras le sol, à hauteur d'une vie humaine.

Depuis près de 10 ans, l'Assemblée de la Plaine s'inscrit dans le sillon d'une vie de quartier insolente et indomptable, haut lieu de luttes, de fêtes et d'amitiés hors-normes. La pratique « assembléeiste », associée à une bonne dose de politique par l'acte, aura ainsi permis de voir une des plus belles luttes urbaines de ces dernières années, ainsi que la persévérance de formes de vie, ailleurs exterminées, par la volonté de quartiers « apaisés ».

Un Centre-Ville pour Tous œuvre de son côté dans Marseille depuis plus de 20 ans. Orfèvres du droit à l'information sur les transformations de la ville, luttant pour l'accès au logement pour tous, CVPT a choisi une stratégie d'interpellation des pouvoirs publics à travers des actions juridiques ou de mobilisation citoyenne, mettant par la même en avant la notion de « Droit à la Ville ». Plus récemment, les Ateliers Populaires d'Urbanisme ont permis d'informer les habitants sur un projet amené à transformer les quartiers de Noailles et la Belle de Mai afin d'agir dessus.

Ces initiatives, parmi tant d'autres dans Marseille, nous rappellent que la vie trouve toujours des brèches dans la ville pour prendre racine. Et qu'il s'agit bien pour les Marseillais.es de prendre la responsabilité de lézarder les belles certitudes de ceux qui croient nous gouverner à coup de béton, en plantant des graines subversives qui transperceront leur asphalte étouffant.



FABRIQUER LA VILLE CONVIVIALEMENT

PARMI LES IDÉES INSPIRANTES et les joyeux concepts qu'Ivan Illich

nous a transmis, celui de « l'outil convivial » peut s'avérer très fertile pour penser une certaine éthique dans la fabrique de la ville. Ne nous méprenons pas et rappelons d'emblée qu'Illich était loin d'être un fan de l'évolution technophile de notre société. Ainsi quand il parle de convivialité, il ne faut pas l'entendre dans le sens de la possible douceur et chaleur des socialités humaines mais plutôt ce qui caractériserait « une société dans laquelle les technologies modernes servent des individus politiquement interdépendants, et non des gestionnaires ».

Mais revenons à ce qui nous intéresse ici : comment peut-on caractériser la fabrique de la ville et plus précisément de Marseille ? Avec quelle boîte à outils font et se défont des places publiques comme celle de la Plaine, des quartiers comme Noailles ou la Belle de Mai, ou tout simplement nos écoles ? Quelles convivialités trouvons-nous dans les démarches et les outils qui accompagnent les processus de réaménagement urbain ?

Tout d'abord ne faisons pas durer le suspense. Que cela soit du côté des projets et programmes lancés par les services concernés de la Métropole, de l'État ou de la Mairie,

des agences de pilotage des réaménagements comme la Soleam, Euroméditerranée ou la future SPLA-IN, des « concertations » comme celles pour la place Jean Jaurès ou celles à venir pour Noailles et la Belle de Mai, ou bien encore les dispositifs qui financent ces transformations urbaines, tels que les PPP (Partenariat privé public) pour les écoles et autres équipements publics, ce qui caractérise tous ces outils censés être au service des Marseillais.es, ce n'est sûrement pas la convivialité.

Ce qui définit ces outils pensés pour la fabrique de la ville c'est plutôt l'hostilité vis à vis des habitant.es et de leur expertise d'usage et savoir expérimental de leur ville. C'est l'opacité de ces agences, avec pour exemple la Soleam, qui n'ont aucune représentativité et légitimité démocratique dans leurs décisions pourtant éminemment

politiques (voir le dernier rapport de la Cour des comptes sur « l'oeuvre » de la Soleam dans le centre-ville). C'est l'entre-soi et le clientélisme entre petits politiciens et requins du BTP. C'est l'imposture et la pacification sociale des concertations et autres dispositifs « participatifs » promus par la Politique de la ville. L'essence des outils qui sévissent sur Marseille, c'est la progressive dépossession de tout moyen d'agir sur son propre milieu de vie pour celles et ceux qui habitent et pratiquent la ville. Et tout cela au profit de gestionnaires qui voient dans nos quartiers et nos usages une valeur marchande toujours plus monétisable. D'ailleurs les gestionnaires ne manient pas des outils, ils les manipulent.

Et pourtant, il serait envisageable d'imaginer d'autres outils moins hyper-spécialisés et catégorisés (ici les architectes et les urbanistes, là les élu-es et les maxi-entreprises du BTP, ailleurs les paysagistes et les technocrates) mais où une certaine transversalité et centralité de l'habiter pourrait être portée par les premiers concernés. Il n'est pas inopportun de s'appuyer sur des processus – certes plus lents mais tellement plus riches – du type Architecture permanente, s'appuyant sur l'expertise d'usage et l'arpentage sensible des territoires pour définir les modifications de ces derniers plutôt que sur des concertations qui ne sont qu'un vernis dont se parent des formes de démocratie représentatives de l'Ancien Monde. Qu'on abandonne les dispositifs de participation dans les quartiers populaires pour soutenir les voix encore trop souvent dénigrées de celles et ceux qui dénoncent leurs conditions de vie et la violente gestion des populations dans ces quartiers, qui luttent pour des vies dignes au sein de cités abandonnées par les services publics. Il n'est pas délirant que des assemblées de quartiers autodéterminées fleurissent et assument une politique par l'acte, défendant et créant des formes de liens, de solidarités et d'autodéfenses offensives. Soit l'expérimentation d'une autre fabrique de la ville, réellement basée sur la convivialité et la capacité d'agir des habitants sur leur propre milieu de vie.

VIE DE QUARTIER

Vivre à la Plaine coûte que coûte

CELA FAIT DES ANNÉES maintenant que l'assemblée de la Plaine et d'autres collectifs d'habitant.es dénoncent le risque de gentrification du quartier, et du centre-ville en général.

À cette alerte, élus et certains riverains ont répondu que la gentrification du quartier ne serait qu'un pur délire de la fantomatique *ultragauche* qui aurait voulu garder la Plaine comme un espace de non-droit et du tout-voiture en se cachant derrière une improbable « chasse aux pauvres ».

Mais la gentrification est un phénomène bien réel, largement étudié et documenté, qui se produit dans nos villes depuis des décennies : des quartiers populaires revalorisés qui se vident de leurs habitants pour laisser la place à des nouveaux arrivants caractérisés par un plus important pouvoir d'achat. C'est la loi du marché, libéralisation totale du patrimoine immobilier d'habitation de la ville, sans aucune régulation publique qui devrait au contraire garantir le droit d'habiter à tous et toutes, quand encore ces mêmes politiques publiques n'agissent pas directement pour accélérer le phénomène.

Plusieurs villes dans le monde se battent depuis des nombreuses années contre la gentrification (Londres, Barcelone, Lisbonne, Paris...), et Marseille avait cette particularité, justement, d'en être relativement épargnée, ou, mieux, d'y résister ¹.

La gentrification n'est pas en elle-même l'objectif ultime des politiques urbaines, mais ça en est la conséquence directe. Quand on parle de *rénovation urbaine des quartiers sensibles*, de produire de la *mixité*

urbaine, si ce n'est pas clairement explicité, c'est au moins sous-entendu : « *mixité par le haut* » ! ². Augmenter l'attractivité est le mot d'ordre, les villes sont en compétition entre elles pour attirer investisseurs, habitants, touristes et entreprises. Administrées comme des sociétés cotées en bourse, et non plus comme des lieux de vie, la notion de service public y a été remplacée par celle de rentabilité.

Avec les grands projets de renouvellement urbain, comme l'Opération Grand Centre-Ville et plus encore Euroméditerranée, le cœur de Marseille est dans le viseur des investisseurs et des élus qui rêvent de la ville carte postale.

La rénovation de la Plaine s'inscrit totalement dans cette dynamique et elle a été conçue comme un accélérateur de la transformation du quartier (il faut quand même se rappeler la volonté affichée par la Soleam de « montée en gamme »).

Maintenant qu'une bonne partie de la place a été rendue à la population, il

est temps de se poser la question : la gentrification est-elle une lubie pour quarante plainard-es excité-es ou bien au contraire elle n'a jamais été aussi palpable ? Ici la question est rhétorique, bien sûr.

La rénovation de la Plaine n'a fait que catalyser un processus déjà en cours depuis plusieurs années. Le prix de l'immobilier en février 2021 et sur l'ensemble de la ville avait augmenté de +7,3% en un an (avec une progression des prix dans l'ancien de 2,9% entre 2019 et 2020 ³) et sur le 1^{er} et le 6^e arrondissements, on est à +10,8% et +12,6% respectivement. Le prix moyen du m² à Marseille est de 3244 €. A la Plaine, avec 3500 €/m², on s'approche des prix dans les quartiers Sud ou à la Joliette fraîchement rénovée par Euromed ⁴.

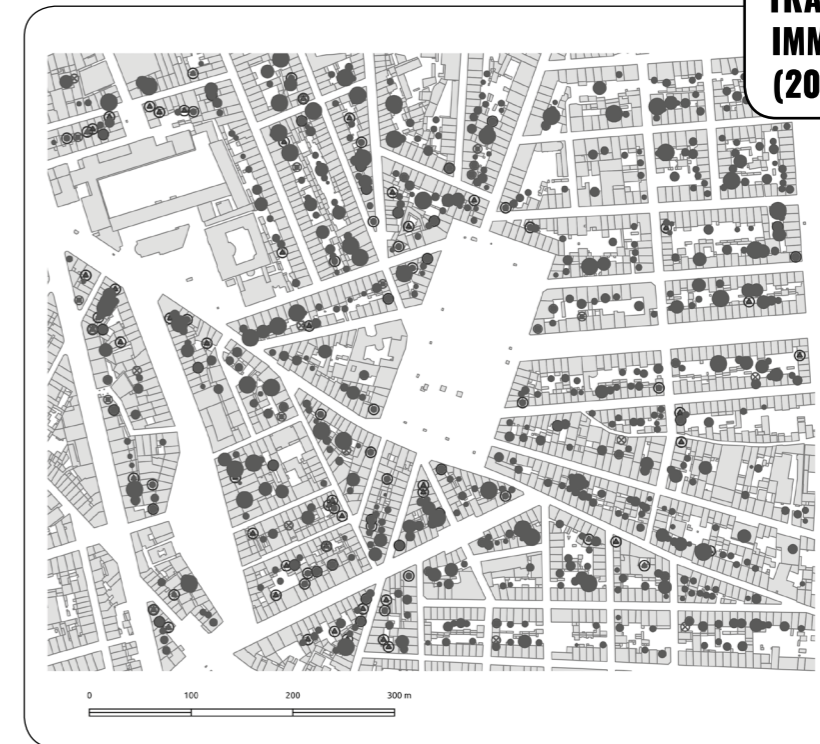
Et les loyers du centre-ville continuent leur inexorable ascension, notamment autour de la Plaine et du Cours Julien avec un prix de 14,4 €/m² ⁵, ce qui donne des loyers de presque 500 € pour un studio.

Par ailleurs, les salaires et le pouvoir d'achat des habitant.es du quartier n'ont

pas évolué ! Donc c'est inévitablement un autre public qui peut désormais se permettre de louer dans le quartier.

Un des effets les plus pervers de la gentrification est probablement la « *airbnbisation* » des quartiers populaires. Les propriétaires trouvent bien plus rentable et moins contraignant de louer à la nuitée aux touristes plutôt qu'à une famille sur l'année, avec comme conséquence directe une diminution drastique de l'offre locative et une augmentation générale des loyers. Selon *La Provence*, déjà en 2018, l'offre de logements en Airbnb avait progressé de 88% en un an, constituant alors 3% du parc de logements à Marseille ⁵. Aujourd'hui on peut compter environ 220 logements loués par Airbnb dans le quartier de la Plaine, pour un prix moyen de 82 € la nuit (ce qui correspondrait à un loyer de 2460 €) ⁶.

À ceci s'ajoute l'action dévastatrice des agences immobilières qui surestiment les biens immobiliers, en persuadant de vieux propriétaires que leur petit balcon est désormais une superbe terrasse marseillaise, avec la certitude qu'il y aura pour ça toujours des acheteurs et des locataires même à des prix irraisonnables.

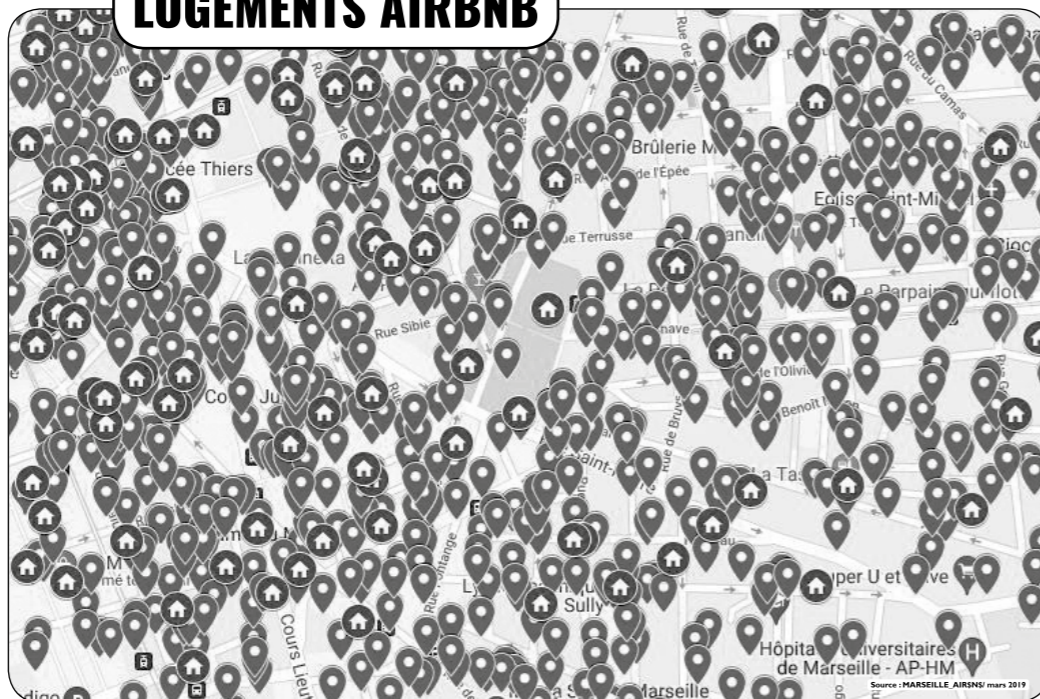


Peu importe s'ils viennent d'ailleurs !

Ça reste des bons plans pour les investisseurs comme Jonathan, Parisien installé à Marseille depuis 2008, qui, à lui seul, propose sur Airbnb 7 appartements à la Plaine (sur les 25 qu'il possède en ville) ⁶ !

Et de fait, les problématiques d'habitat dont les politiques publiques sont censées s'occuper (plus de 60 logements mis en péril autour de la Plaine depuis 2018 ⁷!) n'ont pas été abordées avec la rénovation de la place Jean Jaurès. Le plan stratégique de la Soleam pour y faire face ? Le principe du « ruissellement » ⁸ appliqué à la rénovation des logements insalubres : une belle opération de relooking d'un espace public en vitrine pour attirer les investisseurs privés qui vont rénover le bâti à leur charge (avec en option des aides de l'ANAH sans contrôles sur la réalisation et la qualité des travaux). Mais attention, pas de subventions pour réparer les toits ou assainir les fondations, que des injonctions à ravalier les façades pour attirer les pigeons !

LOGEMENTS AIRBNB



ARRÊTÉS DE PÉRIL NOVEMBRE 2018- JUIN 2021

Source : Site de la Mairie de Marseille

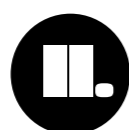
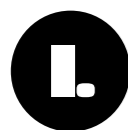


Pourtant, la gentrification n'est pas un phénomène inévitable. Les pouvoirs publics peuvent intervenir, les outils existent et bien d'autres villes sont en train de les mettre en pratique (limitations des Airbnb, encadrement des loyers, réquisitions des logements vacants...). La gentrification à la Plaine est le résultat de choix politiques et, on le constate aujourd'hui, les bénéficiaires de la rénovation ne sont pas les habitant.es à bas revenu, qui attendent encore le retour du marché tel qu'il était.

Notes

- 1 • « À Marseille, le centre-ville résiste toujours à la gentrification », *Le Monde* 11 juin 2015. Et « Le processus de gentrification rend-il compte des dynamiques de peuplement des quartiers centraux de Marseille ? », www.cairn.info
- 2 • Cit. Gerard Chenoz « Pour que les gens se mélangent, il faut que certains partent ».
- 3 • Source : base INSEE Notaires.
- 4 • Source : seloger.com
- 5 • « Marseille : ce que pèse vraiment Airbnb », *La Provence*, 25/01/2018.
- 6 • Source : airbnb.fr
- 7 • Source : www.marseille.fr
- 8 • « Le mythe de la "théorie du ruissellement" », *La Découverte*, 20 septembre 2018.

FANTÔMES VIFS & MONUMENTS NOUVEAUX



L Y A UNE COLLINE OMBRAGÉE et ardente où j'avais l'habitude d'aller. Cette petite colline, c'est la colline aux magnolias, c'est la colline où vivent les magnolias. Ce sont des magnolias centenaire et la colline est aussi vieille qu'eux.

Les quatre magnolias vivent dans un pot à présent. Le problème avec le fait de mettre un pot quelque part, c'est qu'alors personne n'échappe à la question de savoir ce qu'il peut bien y avoir dedans ; et s'il se trouve qu'il y a quelque chose dedans, c'est forcément que quelqu'un l'y a mis. Et s'il y a quatre magnolias dans le pot au milieu de la place Jean Jaurès c'est forcément que quelqu'un les y a mis. Ce pot, c'est le pot où Jean-Louis a eu l'idée de mettre quatre magnolias.

Mais ton pot, Jean-Louis Knidel, c'est un pot au dedans de quoi on sait tous qu'au fond il n'y a rien. Que c'est un pot au dedans duquel tu tournes comme les sots tournent dans leur pot. Il y a moins de place là-dedans que sur une colline ombragée, ardente et centenaire. Quelqu'un tourne sottement là-dedans et il est seul, c'est Jean-Louis. Dans son pot il y a juste assez de place pour qu'il puisse y tourner en rond, et raconter aux passants autour du pot ce qu'il a pour projet de faire entrer dedans. Mais ce sot de Jean-Louis a des pensées si étriquées d'être à l'intérieur, comme d'un monde dans lequel il tourne, qu'il ne se rend pas compte qu'au dedans de son pot il n'y a de place que pour lui seul et son monde. Et les magnolias crèvent qu'il ait eu l'idée de les mettre avec lui dans le pot. Il finira donc seul dans son pot, y crèvera, seul, comme il a vécu, c'est à dire mort de tourner en rond là-dedans. Là, dans son pot, feu Monsieur Knidel.

Exit Knidel.

Il y a des arbres sur une plaine. Ils forment une assemblée de quatre-vingt-sept arbres. C'est une grande assemblée, aussi grande qu'une plaine peut être grande.

J'avais l'habitude de quelques arbres, de marcher dessous lentement. Je n'en finissais pas de faire le tour de leur assemblée. Il y a encore comme une assemblée dont je n'ai jamais réussi à faire le tour. Elle n'en finissait pas de se dérober à mon regard. Et il y a encore une assemblée que je n'ai jamais tout à fait réussi à embrasser du regard.

Les arbres qui n'ont pas été abattus sont ici, le long des murs, et là en rang au bord de la route. À présent tout se passe comme si c'était au bord de la route que quelqu'un avait eu la bonne idée de mettre quelques arbres. C'est une grande route, aussi grande que la plaine qu'elle traverse.

Le problème avec les routes c'est qu'il suffit d'en tracer une pour que personne n'échappe à la question de savoir ce qu'il peut bien y avoir au bord qu'on aurait mis là pour nous. Et sur la route en effet les passants trouveront des terrasses de tout style, et les terrasses et les kiosques trouveront des passants de toutes sortes, et les flics trouveront des cas qui les intéresseront, et les voitures trouveront de la place pour se garer. Le long des routes tout le monde se raconte des histoires plus ou moins de la même manière.

Mais s'il y a un tas de trucs au bord de la route, c'est forcément que quelqu'un les y a mis. Voilà, cette route, c'est la route le long de laquelle Gérard Chenoz a voulu mettre tout un tas de trucs. C'est sa route, elle comporte tout ce qu'il a voulu y mettre.

Mais ta route, Gérard, c'est la route au bord de laquelle on passe nos vies. Tu sais,

il y a des vies passées sur la route. Et des vies qui se passent le long des routes. Et sur le bord de la route on regarde la vie passer. On regarde aussi la route : on ne s'étonnera jamais assez de ce que tu veux à tout prix ignorer : de la vitesse à laquelle la route donne tout ce qu'elle a à offrir. Une route, il suffit de la suivre une fois pour savoir où elle va, il suffit de la suivre une fois pour savoir ce qu'il y a au bord. Or il n'y a rien, rien au bord ni au bout, non, rien au bout que ce que l'on sait déjà. Rien non plus au bord que ce que l'on nous a déjà montré. Le long des piliers, rien que l'on n'ait déjà vu et qui pourtant s'offre ostensiblement à notre regard chaque jour passé au bord de cette foutue route.

T'as réussi à nous lasser de toi, Gérard. Et non, enrober, agrémenter, orner, la route n'y changera rien. Mais tu t'obstines, tu vas finir par réussir à nous dégouter de toi et des routes le long desquelles tu poétises. Oui, une route avec de la poésie dessus et au bord c'est bien plus débectant qu'une route quelconque. Et non, ce n'est pas non plus en ajoutant des routes parallèles à la première route que les choses deviendront différentes à ton égard, et quand bien même les routes parallèles atteindraient des degrés de poétisation inédits. Mais là encore tu t'obstines. Voilà le dégoût avéré qu'on éprouve à l'égard des routes au bord desquelles tu nous fous. Elles sont d'ailleurs à ton image. Au bord de cette route, il y a de quoi nourrir du dégoût à l'endroit de ta personne.

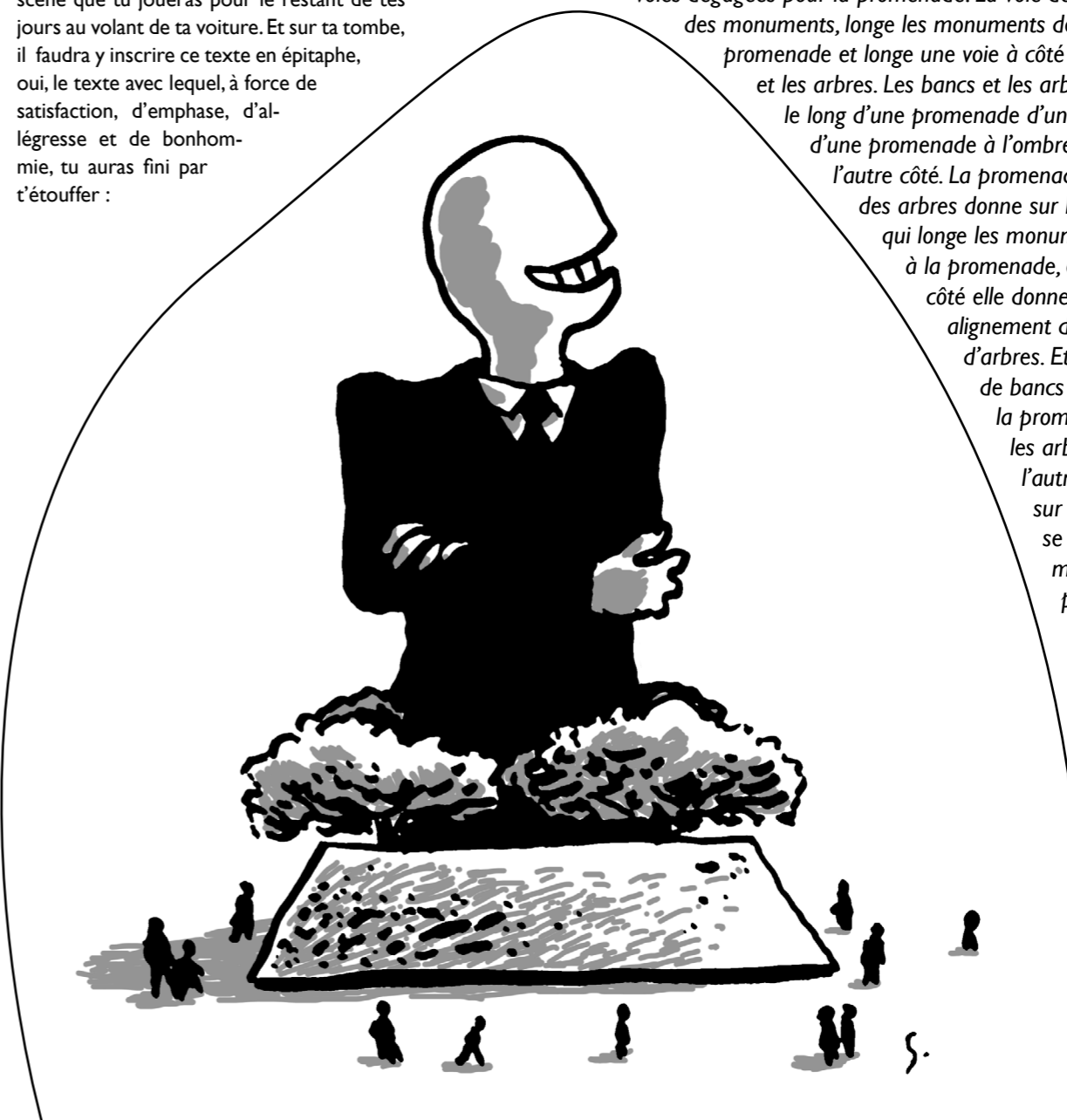
Tu ne voudrais pour rien au monde qu'on s'éloigne de toi, de toi c'est à dire de tes routes. Mais c'est ainsi, te voilà seul maintenant. Et comme le plus piètre des pitres, tu retournes chaque jour vérifier que ce qui se trouve au bord de la route coïncide avec ce que tu sais qu'il s'y trouve et, devant

ces piteuses coïncidences, tu joues l'allégresse, le contentement bonhomme, l'air satisfait et tu t'exclames et fais de l'emphase. Et quoi, voudrais-tu par là nous démontrer à quel point il est bon de flâner le long de la route que t'as foutue là pour nous ? Personne n'est dupe, Gérard, tu t'enfonces. Le comédien que tu fais est encore plus piètre que la scène qu'il nous donne à voir. Voilà donc ton tombeau, c'est cette scène, c'est la scène que tu joueras pour le restant de tes jours au volant de ta voiture. Et sur ta tombe, il faudra y inscrire ce texte en épitaphe, oui, le texte avec lequel, à force de satisfaction, d'emphase, d'allégresse et de bonhomie, tu auras fini par t'étouffer :



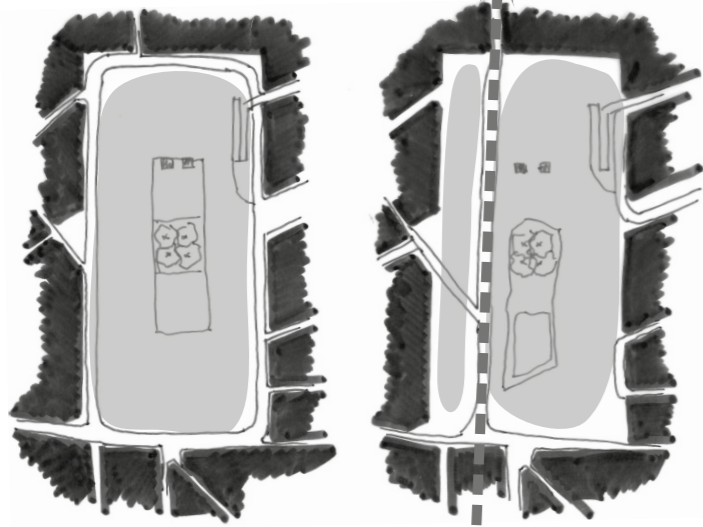
Ces tilleuls argentés sont la touche d'esprit du projet de route que j'ai eu l'idée de réaliser. Ce n'est pas n'importe quelle route, elle comporte huit voies. C'est une portion d'autoroute aussi large que peut l'être une plaine. C'est l'autoroute de la plaine. Aux huit voies principales, il faut ajouter la dizaine de bandes d'arrêt où l'on a mis et aligné tout ce qui se trouve en bord de route. Il y a une voies pour les passants et les promeneurs. Et de part et d'autre de leur promenade il y a des bancs pour s'asseoir. Les bancs de ce côté de la promenade donnent sur les terrasses des bars. Les bancs de l'autre côté de la promenade donnent sur des places pour se garer. Il y a une voie pour les voitures avec, de part et d'autre, de la place pour se garer, des bancs pour s'asseoir, et des voies pour se promener le long de la route. De ce côté de la route la promenade donne sur les terrasses des bistros, de l'autre côté de la promenade donne sur trois monuments : un jardin, un pot, un... une tour. Ces monuments sont praticables, tout le monde peut aller dedans se promener, flâner et s'arrêter. Mais on peut tout aussi bien les regarder en

marchant le long puisque de part et d'autre il y a deux grandes voies dégagées pour la promenade. La voie de l'autre côté des monuments, longe les monuments dédiés à la promenade et longe une voie à côté pour les bancs et les arbres. Les bancs et les arbres sont alignés le long d'une promenade d'un côté, et le long d'une promenade à l'ombre des arbres de l'autre côté. La promenade à l'ombre des arbres donne sur la promenade qui longe les monuments dédiés à la promenade, et de l'autre côté elle donne sur un autre alignement de bancs et d'arbres. Et cet alignement de bancs donne sur la promenade sous les arbres, et de l'autre côté il donne sur une voie où se promener, mais cette promenade-là longe les commerces et les terrasses des bistros. >>



C'EST TOUJOURS LA PLAINE, MAIS CE N'EST PLUS LA PLAINE

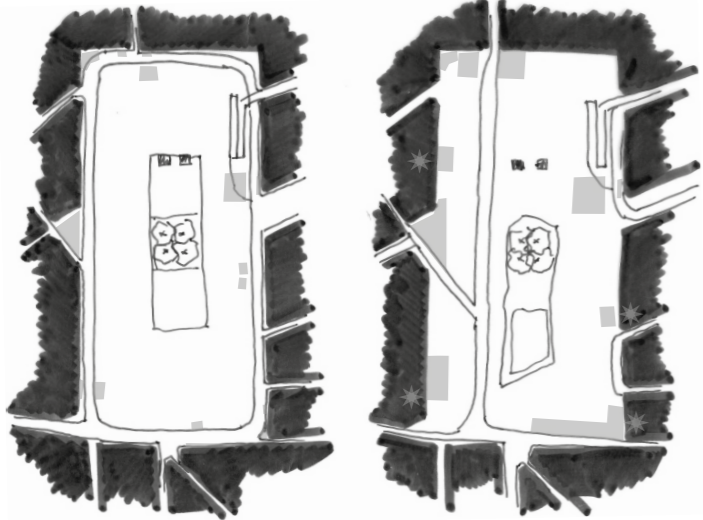
LA PLACE QUI N'EST PLUS



La Plaine n'est plus 1 place mais 2 espaces qui ne communiquent plus entre eux, séparés par 3 voies de voitures.

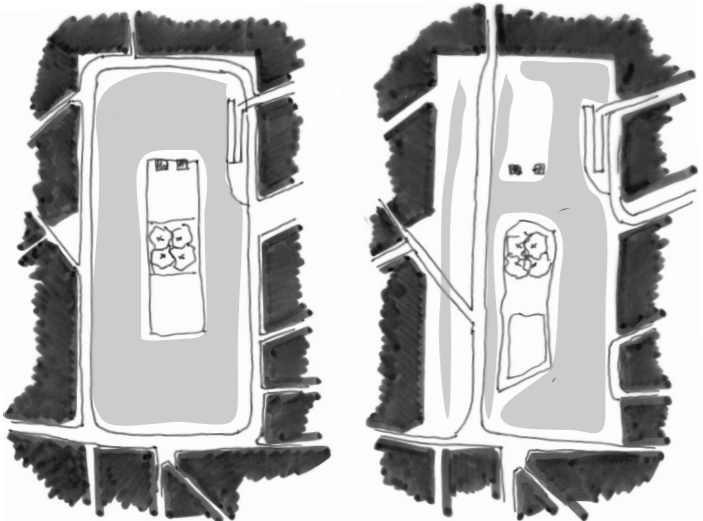
Et pour protéger les espaces piétons, une idée originale : des centaines de potelets. Amusez-vous à les compter sur le plan !

LES COMMERCES QUI S'ÉTALENT



Le nombre des commerces ayant droit à une terrasse a augmenté depuis la réouverture : on est passé de 14 à 19. La surface occupée par les terrasses a augmenté de 300% (occupant plus de 10% de la place). Plusieurs commerces ont fermé ces dernières années et d'autres les ont remplacés, dont 3 nouveaux bars et 1 restaurants.

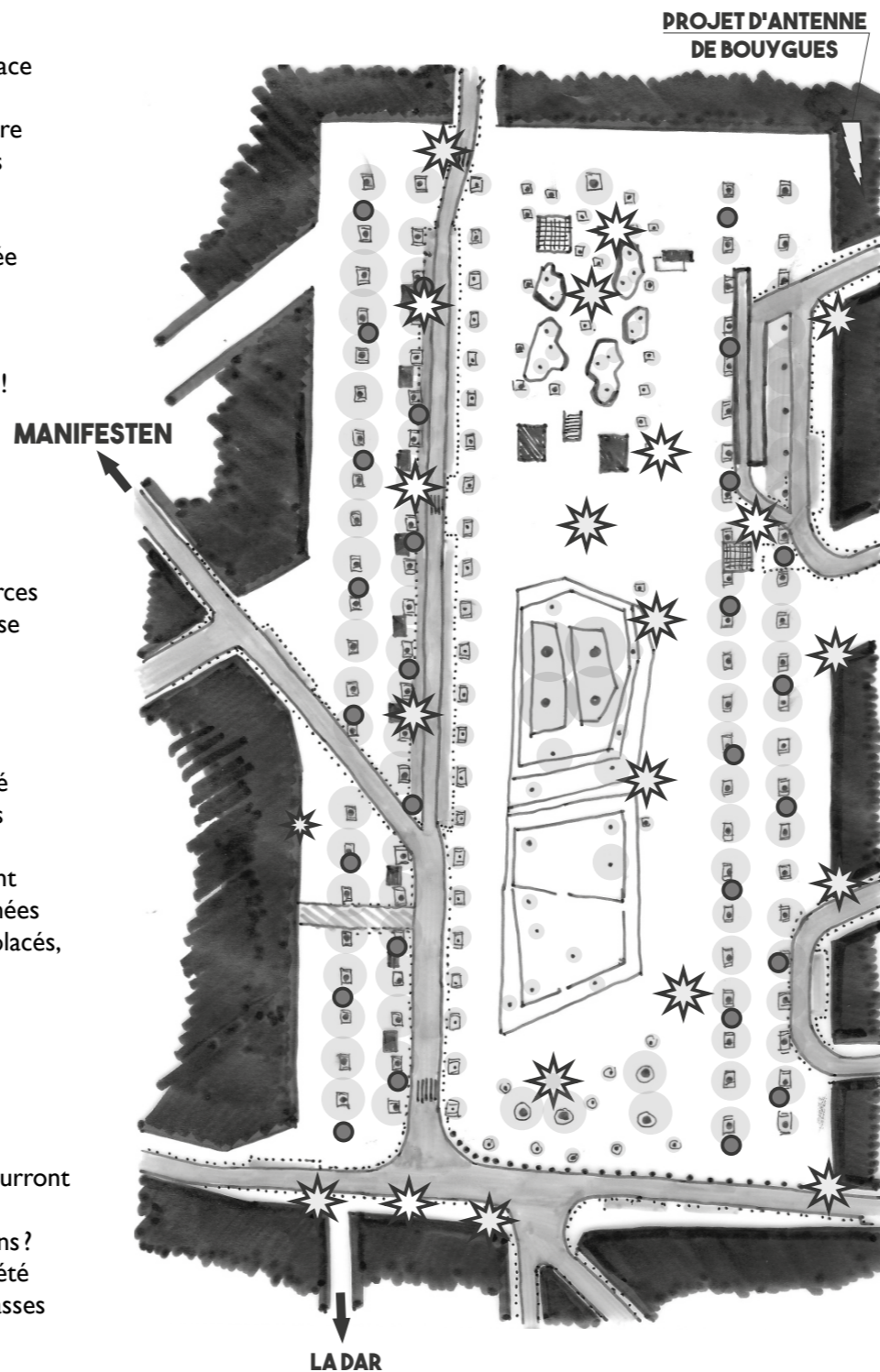
ET LE MARCHÉ QU'ON ATTEND ?



Combien de forains pourront revenir sur la Plaine ? Et dans quelle conditions ? La place telle qu'elle a été dessinée (avec les terrasses fixes et des jardinières éparses) n'offre plus beaucoup d'espace pour le marché. De plus, la rue au milieu va compliquer les déplacements entre les deux parties.

On flânait sur un marché... Là, on fera des allers/retours.

Lire l'article page 19

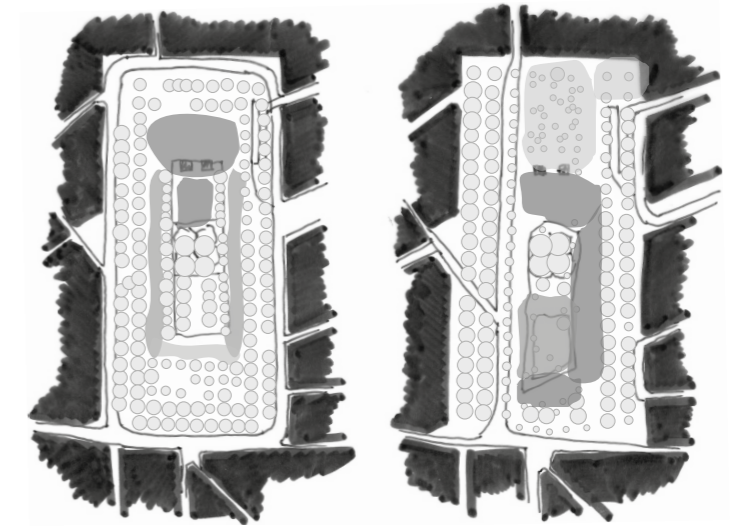


★ 21 CAMÉRAS DE VIDÉO-SURVEILLANCE

● 34 LAMPADAIRES AVEC HAUT-PARLEURS TOUT AU LONG DES ALLÉES

Lire l'article page 21

ARBRES VS ARBUSTES



79 arbres adultes coupés

Un des espaces les plus chaud et exposé au soleil est celui des jeux pour enfants. Seules 2 fontaines sont présentes sur la place. Et pour l'instant, aucune en fonction.

AMÉNAGER POUR MIEUX SÉPARER

Des bancs : bien nombreux, mais pas trop près l'un de l'autre, pour éviter rassemblements et échange d'idées subversives. Mieux encore s'ils sont dos-à-dos.

Occuper l'espace libre : côté rue Saint-Michel, le projet prévoyait une estrade avec des bancs autour. Là, on se retrouve avec des arbustes dans des pots avec des bordures en métal « coupe-fesses ». Dans les deux cas, les aménagements empêchent d'avoir un grand espace ombragé comme l'ancien parking, qui aurait pu être piétonnisé sans couper les arbres.

« Il ne s'agit pas de dire que la Plaine est mieux ou moins bien qu'avant, pour moi, ce n'est pas simplement la même chose. L'endroit que j'aimais, avec quatre tables de terrasses de bric et de broc entre les voitures, les rencontres nocturnes et pétanques de fortunes dans le square, en somme cette petite ambiance de place de quartier que j'ai trouvée en arrivant ici n'est plus là. Pour moi, on est vraiment passés d'une atmosphère de petits lieux d'habités du quartier à une nouvelle grande place du centre ville de Marseille. Maintenant, j'attends surtout le retour du marché dont nous sommes privés depuis presque trois ans, ça me semble être le plus important »,
Louise.

Ça s'est passé près de chez vous :

L'OCCUPATION DE LA CRIÉE

DÉMARRÉ début mars à l'issue d'une manifestation du monde de la culture, le mouvement d'occupation des théâtres a concerné jusqu'à une centaine de lieux culturels en métropole et outremer. à Marseille, deux lieux de culture étaient encore occupés début juin : le Zef Merlan et la Criée, Centre Dramatique National. Nous avons été à la rencontre du collectif occupant ce dernier lieu depuis plus de deux mois et leur avons demandé comment cela avait commencé.

Le début de l'histoire ?

« On peut dire que la genèse de l'occupation, ce n'était pas du tout une occupation à la base. Macha Makeïeff, directrice du théâtre de la Criée a proposé par mail à l'Erac, école de théâtre à Marseille, de faire des échanges avec les élèves en lien avec le théâtre, mais parmi les étudiants de l'Erac certaines personnes, loin de répondre à la proposition, ont voulu faire une occupation. Le 12 mars il y a eu une petite manifestation devant le théâtre, une discussion avec la directrice a suivi et cela a abouti à une occupation de La Criée par des personnes d'horizons très divers, la plupart du milieu du théâtre, des intermittentes, des technicien-nes, mais aussi des personnes sans statut... Au fur et à mesure des semaines, le mouvement a grossi, d'autres nous ont rejoints, des médecins, des saisonnières, etc... Si aujourd'hui on devait donner une identité des occupants-tes, ce sont des personnes entre 20 et 30 ans, dans des situations précaires et qui sont aussi militantes-es. Moi, par exemple, il y a 2 mois, je n'étais pas du tout militante, j'étais très sensible au sujet du militantisme mais je n'avais aucun pied dedans et aujourd'hui je me sens militante par le fait des actions qu'on mène ici à l'intérieur. »

Et le 1^{er} mai, que s'est-il passé ?

« Alors le 1^{er} mai, on a fait un acte de désobéissance civile. Après la manifestation, on a invité les gens à venir à La Criée et on a ouvert les portes de la grande salle du théâtre (depuis le début, on n'avait que le hall pour nous), on a ouvert sans autorisation mais

sans rien casser, on a trouvé le moyen de les ouvrir. S'ensuivit une grosse Assemblée générale à 550 personnes ce qui était énorme. Et en fait ce qui a changé, c'est que ça nous a donné un poids beaucoup plus gros dans le rapport de pouvoir avec la direction, à savoir qu'on n'est pas juste de petits gentils dilettantes saltimbanques glandeurs et on a pu enfin pour la première fois rentrer dans des négociations avec la direction qui étaient déjà de dire : on veut le grand théâtre pour nous. Puisque la réouverture pose problème, elle va arriver en mai, on veut la bloquer ; ça pose problème dans le sens où cette ouverture va favoriser les grosses institutions qui seront en capacité de pouvoir accueillir autant de public dans les normes sanitaires, en rapport d'espace, de présence politique, artistique et culturelle. Jean-Marc Coppola, l'adjoint à la Culture, est venu aussi nous soutenir. On a du mal à se faire entendre au niveau politique, tout ce qu'on fait est complètement invisibilisé, les médias relayent peu, les politiques n'entendent pas. Cette prise de pouvoir était aussi de dire : "Coucou, on est là!", ce qu'on fait peut être perçu comme violent, irresponsable, mais c'est de dire : on prend les lieux, c'est un lieu public, un lieu qui existe grâce aux subventions, un lieu qui n'appartient pas à quelqu'un, il appartient à tout le monde. Après ce 1^{er} mai, plus de personnes sont venues, on avait plus de visibilité, pas non plus une masse d'articles dans les journaux ni de réponses de la part de la Mairie ; on a pu garder la grande salle et aussi avoir des avantages personnels de vie intime, comme l'accès aux douches 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Ça nous a permis aussi d'organiser des événements, faire venir du monde, discuter à plus, autour de la convergence de luttes et pas seulement de la culture-culture-entre-soi. Dans les revendications, on met aussi la réforme de l'assurance chômage, qui n'a rien à voir avec celle des intermittents du spectacle, la loi de sécurité globale, celle du séparatisme, en fait toutes les lois qui visent à précariser encore les plus pauvres, à détruire le système public, à faire fleurir l'appareil de répression qui existe dans notre pays. »

Plus tard nous sommes retournés les voir pour avoir les dernières nouvelles.

Alors des nouvelles fraîches ?

« Avec tout ce qu'on a organisé, on a eu beaucoup d'espoir, malgré la fatigue générale des personnes qui occupent depuis le début et la reprise du travail pour certains. Du point de vue du mouvement national, on voit quelques théâtres qui se sont fait expulsés, à cause de la pression. A Paris, dimanche matin, les occupants ont quitté de leur plein gré le théâtre de l'Odéon pour prendre le Cent quatre, théâtre parisien, une demi-heure plus tard ! Ici aussi la direction nous fait subir une pression hyper forte. On est en stand-by, la programmation est bloquée... Mais à l'évidence et contre toute attente, la Criée est devenue un lieu de vie populaire, ouvert et sympa ! »

Des nouvelles du FRAC ?

« Le collectif du FRAC, Fonds d'Art Contemporain Régional, qui occupait certains après-midi leur lieu nous a rejoint pour continuer leurs réflexions et leur lutte. Et la question, pour ce collectif comme celui du Zef Merlan et le nôtre, est comment, sans un lieu, continuer nos actions, nos collectifs. »

Utile ou inutile de dire qu'ils ont besoin de forces vives et que vous serez les bienvenus pour papoter, partager, créer, manger, aux assemblées générales comme aux ateliers... Vous serez reçus avec bienveillance et respect. Ils n'y arriveront pas tout seuls, personne n'y arrivera seul...

Depuis l'écriture de ce compte-rendu, les collectifs d'occupation ont dû se résoudre à quitter les théâtres, se sont revus pour une AG sur la Plaine. La résistance continuera hors les murs et en actions contre entre autres la réforme de l'assurance-chômage, et pour la convergence des luttes...

Renseignements sur le web Instagram et Facebook : OCCUPATIONS SUD

MANIFESTEN : CARRÉMENT ANTISPÉCULATIF !

L'AUTOMNE DERNIER, ce café-librairie associatif, sis au carrefour des rues Louise Michel et du Loisir, a vu sa jeune existence menacée par un projet immobilier comme il s'en monte, hélas, des dizaines chaque année à Marseille. L'ensemble de l'immeuble est vendu à un premier investisseur marseillais qui rénove chaque appartement des locataires sortants et les revend à la découpe. Notre local et son appartement au demi-étage attenant sont eux aussi dans l'œil du cyclone et promis à un sombre avenir : concept-store au rez-de-chaussée et lucrative location Airbnb au-dessus.

Un destin absolument inenvisageable pour l'équipe qui anime cet espace de tous les possibles depuis 2016. En attendant d'avoir l'idée lumineuse, on continue pourtant à marchander le prix, reculer l'échéance du rachat... L'état se resserre dès les premières visites, le couperet tombe : un deuxième investisseur non rebuté par l'accueil de nos habitués, nous rachète. Il nous est déjà signifié que notre bail courant jusqu'en 2023 ne sera pas renouvelé, ceci contre indemnités. En tant que locataires, nous sommes prioritaires et avons deux mois pour préempter. On cherche avec encore plus de frénésie une alternative à la propriété et elle arrive de l'Estaque comme un rayon de soleil évident, magnifique. Là-bas, si près, une expérimentation de propriété d'usage collective est conduite dans un ancien établissement industriel...

Le principe : dans un premier temps, l'association locataire des lieux, tout en devenant propriétaire, adhère à une fédération nationale, Le Clip, qui fait office de veille et dont le seul but est de bloquer tout processus de vente. Pour ce faire, les statuts existants de l'association propriétaire sont modifiés et une deuxième association usagère garante des principes d'usage collectif est créée. Le Clip devenant membre de l'association propriétaire aux côtés de l'association usagère, le tour est joué. Cette jeune fédération, née il y a 10 ans sur le modèle du *MiethäuserSyndikat* en Allemagne, réunit des personnes autour de l'achat de lieux en collectif, cherchant une alternative au système de propriété privée. Grâce à elle, toute dérive liée à des spéculations financières individuelles est écartée. Dans le cas où le collectif usager actuel périliterait, il s'engage aux côtés du Clip à trouver un autre collectif prenant le relais pour l'usage du lieu...

Il ne restait plus qu'à rassembler un peu plus de 190000 euros pour remporter le morceau ! Et bien-sûr, hors de question de faire appel aux banques. On assista alors à la campagne de financement participatif la plus rapide du monde : en dons et en prêts individuels sans intérêt par plus de 600 personnes ! Une nouvelle aventure commence !

LA « DAR » : UNE MAISON POUR TOUS ET TOUTES

DANS LE TOURBILLON CRÉATIF qui a marqué l'histoire de la Plaine et de Noailles dans les années 2000, une nouvelle salle de concert est née au 127 rue d'Aubagne : le Paradox. Cette initiative témoignait déjà d'un esprit de résistance par rapport aux diverses tentatives de pacification de la vie nocturne en vue d'accompagner un processus de gentrification. Puis, au début des années 2010, c'est une équipe renouvelée qui a pris en main le destin du lieu sous le nom de « Dar Lamifa ». Les concerts, la cuisine pro et le bar ont été conservés mais avec une corde de plus à l'arc existant. Des ateliers sont ouverts sur le quartier et, à partir de 2015, plusieurs assemblées de lutte contre le projet municipal de requalification de la Plaine sont accueillies. 5 novembre 2018, c'est la sidération : 8 personnes sont ensevelies dans l'effondrement de l'immeuble en péril qu'ils habitaient rue d'Aubagne. Immédiatement, les locaux de Dar Lamifa sont mis à disposition de la population en détresse et des premières actions de solidarité, individuelles ou collectives. Déjà, la cuisine a tourné à plein régime pour alimenter les bouffes de soutien.

17 mars 2020, alors que le premier confinement imposé par les autorités se traduit par la fermeture des bars et des salles de concert, individus et collectifs sont à la manœuvre pour organiser maraudes et marchés rouges au profit des plus précaires, touchés de plein fouet par la crise Covid (voir l'article dans CQFD n°198). Les cuisines de la Dar ont de nouveau tourné à plein régime pour confectionner les repas à emporter et à distribuer. Des mineurs isolés mis à la rue ont pu venir y préparer des plats, la Dar s'est transformée en lieu d'accueil, d'organisation et de repos. Plusieurs milliers de paniers alimentaires et de produits d'hygiène ont été distribués, du matériel logistique a été acquis et mutualisé (camion, ustensiles de cuisine, etc.).

En septembre 2020, individus et collectifs impliqués décident

de transformer le lieu en centre social autogéré. Dar Lamifa devient simplement la Dar avec, toutefois, un fonctionnement bien différent. Jusqu'à présent, le modèle économique de la Dar Lamifa reposait principalement sur les recettes du bar et dans une moindre mesure sur les adhésions, sans faire appel à des subventions. Ainsi, la consommation au bar permettait de rendre accessible gratuitement le lieu pour d'autres activités. La volonté de réduire le nombre de soirées à la Dar pour libérer de l'espace à d'autres usages, et rester ouvert toute la journée, a pour conséquence que ces recettes ne seront plus suffisantes pour financer le lieu. C'est pourquoi un système de souscription mensuelle est mis en place pour régler les charges fixes (loyer, électricité, gaz, internet). 150 contributeurs ont déjà répondu à l'appel mais le modèle économique demeure fragile et dépend d'un engagement déterminé de tous et toutes. Pour tous et toutes!



Écologie du local

Local :
« Partie d'un bâtiment considéré selon l'occupation qui en est faite. » Du lat. *Localis* : « qui occupe une portion de l'espace. »

•/Éco-logie

Au bord et autour de la plaine, depuis trois ou quatre décennies, des gens s'associent dans toutes sortes de « local » (ancien garage, entrepôt, vieille cave...). Mais les noms qu'on a successivement prêtés à cela (petits lieux, bars associatifs, cafés-concert underground, tiers lieux) semblent impropres pour dire quelque chose qui serait les relations que ces « locals » nouent entre eux et pour dire aussi le tissu des relations que les gens nouent avec les quelques « locals » entre lesquels ils traînent.

Je manque de mots pour dire ce qui ne se laisse pas dire comme ça : le nouage entre, le tissage entre, l'intervalle. Je suis donc allé voir les gens d'un local que l'on peut dire à *musique*, pour parler avec eux, moins de l'identité de leur lieu ou de l'identité *de tel ou tel* lieu, mais pour d'avantage parler de tel et tel et tel local (la conversation prit le large, naviguant entre les lieux du quartier. Et la liste de tous les « locals » où ils ont fait des choses s'allongeaient et s'allongeaient.

Les gens de ce local à musique n'utilisent d'ailleurs pas trop les mots avec lesquels on qualifie habituellement l'identité de leur lieu ou de la musique qu'ils y programment, ils s'en méfient plutôt et les utilisent en les mettant entre guillemets. Aussi je m'en passerai pour écrire ces lignes, je ne suis pas là pour faire ou relayer la communication d'un lieu. Non, ce n'est pas l'endroit d'où je parle : mais c'est plutôt parce que la Plaine est une place autour de laquelle j'ai l'habitude de traîner et en tant qu'amateur de musique, que je voudrais parler de deux ou trois « locals », entre lesquels il m'arrive de vadrouiller.

•/Environnement naturel

Le face à face de la scène et de la salle dans les salles de concert laisse planer l'impression d'une identité entre le type de musique et le genre de gens qui viennent l'écouter. La

communication permet justement d'établir cette identité : à chaque salle « son » ou « ses » publics). Dans un local il en va différemment puisque qu'il n'y a tout simplement pas de séparation scène/salle, ni la lumière qui accompagne cette séparation. La chose est singulière, et mérite qu'on la considère :

Une salle de concert qui n'est pas une salle de concert, programme des concerts qui n'en sont pas, pas au sens habituel. De quoi parlons-nous ?



Un local donne souvent sur la rue. Passer un bout d'après-midi au local, peut très bien revenir à passer un temps adossé contre le local ou à aller s'asseoir sur le trottoir d'en face. Il y a aussi toutes sortes d'arrière-fonds où passer du temps : bric-à-brac, escaliers, cuisines de fortune, puits de lumière, cours intérieures ; il y a le bar bien sûr... et l'espace restant est diversement utilisé, c'est selon les jours.

Il en va un peu de même la nuit : et non, le concert n'a pas lieu dans une salle conçue

pour. Le concert déborde dehors, ne tient qu'un temps à l'intérieur. Et les gens passent et traînent entre différents « locals ». Pour le quidam, si un local est un recoin, un repère dans la ville, les aspérités de cette ville se trouvent dans le fait même de saisir la possibilité de passer d'un local à un autre.

•/Environnement mental/subjectif

À force d'entendre les bagnoles, les scooters et les camions-bennes passer devant le local, on se prend à écouter les bruits qui passent devant la musique ; et puis à force on sait bien que la musique n'en devient pas moins musicale. D'ailleurs il y a des musiques qu'on n'écoute même plus à force de les entendre et il suffirait peut-être de faire passer un camion-benne devant le local pour recommencer à tendre l'oreille. On peut aller jusqu'à l'affirmer : un local à musique devant lequel passent des camions-bennes est plus musical qu'un local à musique devant lequel les camions-bennes ne passent pas. C'est l'affirmation singulière des quelques « locals » dont je tente de parler : on y vient pour écouter des trucs passer devant de la musique identifiable et identifiée.

Je vous vois venir, vous pensez peut-être qu'il s'agit de gens qui écoutent de la musique bizarre. Et en un sens, oui, c'est bien de cela dont il s'agit : le local est là pour ça, on y vient écouter des choses qu'on n'a jamais écoutées auparavant, soit, des trucs bizarres. Mais de là à dire que la musique « bizarre » est un genre de musique qu'écoute « un certain type de gens », je ne suis pas d'accord et vous vous méprenez. Les gens qui écoutent des trucs bizarres, viennent écouter des trucs tout aussi bizarres à leurs oreilles, que cela semble bizarre à vos yeux. Et, contrairement aux gens pour lesquels le bizarre est réhibitoire, ces amateurs de musique n'ignorent pas que les choses qu'on n'a pas l'habitude d'écouter nous semblent inécoutables. Or il en va de même pour les langues étrangères, les musiques étrangères, les sons et les bruits. Qu'on pense aux milliers

de langues, aux dizaines de milliers de musiques, aux millions de sons, aux milliards de bruits hors du circuit des choses identiques, identifiables, identifiées : le local laisse une lucarne ouverte sur cela.

•/Environnement social

Partant d'une appétence pour ce qui demeure encore inécouté, ils se prennent à penser à mille et mille bricolages possibles. Cette liste en témoigne qui est la liste de tous les bricolages que j'ai trouvés dans la programmation du local : avec des bruits, avec la rue, avec des objets, avec du cinéma, avec des genres musicaux identifiés, avec des images, avec des machines, avec le hasard et le silence, avec des gestes et des mouvements, avec du texte, avec de la lumière, avec la forme singulière d'un local, avec les gens qui traînent autour de ce local, ou bien les gens d'un local à côté ...

Partant de cette liste il y aurait des choses à dire. D'abord que les gens ne viennent pas seulement au local pour y écouter de la mu-

sique, mais aussi pour bricoler, jouer, improviser, tester des trucs.

Et puis un local, c'est petit et il manquera toujours de la place pour y faire tout ce que font les gens qui passent au local (des fanzines, des films, des instruments, des machines, de la radio, des danses, de la musique, de la cuisine, des tatouages, des expos). En effet, les gens qui tiennent le local ne l'ignorent pas et ils n'en auront jamais fini de donner des réponses à cette question qui, en un sens, est une question d'autonomie collective.

L'agenda Le Vortex, le Carnaval des P'tis Lieux, le festival Enfin seule, la récup de marché, les programmations communes sont d'ailleurs autant de formes collectives que se sont donné quelques « locals », sans quoi chacun se retrouverait enfermé à l'intérieur du sien.

•/Conclusions

Les « locals » pris chacun en eux-mêmes ne tiennent pas, les « locals » tiennent à ce qui se tissent entre eux. Il y a une foule d'ama-

teurs de toutes sortes qui, n'ayant pas de lieu propre pour pratiquer, habitent un intervalle entre plusieurs « locals ».

*

Poursuivre et approfondir à partir du point de vue de ceux qui habitent l'intervalle sans toutefois disposer de lieux qui leur soient propres : comment des bandes itinérantes, telles que les maraudes, les Pirates punks, la Lutte enchantée se rapportent à un certain nombre de lieux, de locaux, de recoins, de repères, de parties de bâtiments ?

*

Cet état, la nuit : Comment passer d'un local à un autre, alors qu'on ne croise personne sur la Plaine ?

Cette évidence oubliée : on ne pourrait faire quoi que ce soit d'un peu conséquent sur la Plaine sans passer par quelques-uns des « locals » alentour.

Soit, je l'aurais appris à mes dépens, mais c'est avéré : les « locals » et la Plaine participent d'une même écologie.

Fêtes,
repas de quartier,
Carnaval... :

Sociabilités en danger !

LA PLAINE BOUILLONNE

depuis des décennies, des siècles. Chaque époque a connu ses modes de sociabilité de quartier. Depuis une vingtaine d'années, le tissu relationnel s'anime dans l'espace public, celui qui nous appartient sans devoir payer pour s'asseoir, à coups de repas de quartier, de fêtes de rue, de tournois sportifs, de concerts, de lotos, de Carnavals, de rencontres solidaires, d'assemblées d'habitant.es, d'auto-constructions, etc. Toutes ces initiatives ont en commun d'être autogérées, autofinancées et de se déployer au gré de la spontanéité des envies comme des besoins. Parfois elles se ritualisent en se reproduisant chaque année.

Il est remarquable que dans les autres quartiers d'en-ville toutes les fêtes de quartier ont disparu avec l'arrêt des subventions : Festival du Soleil à Noailles, Belsunciades qui ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, adieu la Fête du Panier, une des plus furieuses. Seule la Belle de Mai, à l'instar de la Plaine, maintient son rendez-vous annuel Place Caffo, et ce n'est pas un hasard si ce quartier développe également des formes auto-organisées

et indépendantes de prise en main de la vie sociale à travers le Collectif des habitant-es organisés du 3^e arrondissement.

On peut dire que ces sociabilités libres subissent une double tentative de compression par les autorités : d'une part le chantier de « requalification » de la place Jean Jaurès a été et se confirme comme une véritable action de nettoyage de l'espace public, de plus en plus occupé par les activités marchandes et les différentes forces de sécurité (polices municipales et nationales, vigiles, videurs des terrasses de bar, caméras de surveillance,...) ; d'autre part la « crise Covid » a créé l'opportunité de restreindre les libertés de rassemblement, d'en obliger la déclaration en préfecture, de légitimer la présence policière permanente.

Les usages indépendants de la Plaine, comme ceux cités plus haut, sont désignés comme « déviants » parce que vécus comme subversifs en fait. Il y a une bataille de basse intensité qui est menée pour « pacifier » la Plaine afin d'éliminer les initiatives qui pourraient nuire au climat des affaires,

qu'elles soient immobilières ou celles des aménageurs du divertissement bien encadré, bien évidemment liées les unes aux autres.

Carnaval 2021 porté au niveau national comme un scandale sécuritaire, traditionnelle sardinade du 1^{er} mai interdite par arrêté préfectoral, Fête des Solidarités et vide-cafouch dispersés par les CRS et la BAC dans une brutalité inouïe, avec son comptant de blessés et d'arrestations. Cette année « sortie du chantier » voit systématiquement le moindre repas de quartier épié puis réprimé.

Alors, où le Printemps marseillais et la Préfecture veulent-ils en venir ? En créant du vide entre les gens, en les isolant en tant que consommateurs uniquement, avec ces plages horaires et ces espaces à thèmes pour qui en a les moyens, ils génèrent l'insécurité et la violence. Et ce ne sera plus qu'une course sans fin au flicage. Alors qu'ils arrêtent tout de suite de nous emmerder à chaque respiration que l'on ose prendre gratuitement ensemble !

Solidarités marseillaises

LE PREMIER CONFINEMENT et ceux qui ont suivi ont révélé une misère qui semblait entourer les Marseillais-es de façon plus ou moins transparente.

On s'en occupe, les services sociaux sont là !

Ceux-ci étant déjà défailants et lacunaires avant, quand tout a fermé à la mi-mars 2020, la vérité est devenue plus éclatante : la rue était à elleux, mais comment faire la manche ? Comment accéder aux services d'aide ? Comment faire ses courses sans aide à domicile quand on est trop vieux

pour descendre les escaliers ou que les logements adaptés ont été loués aux valides ?

Pendant ce temps, pour une frange de plus en plus large de la société, il devient criant (pour ceux qui en doutaient encore) que les aides sociales ne suffisent pas. La vie sans activité, elle, est devenue non seulement un isolement, mais un enfermement pur et simple.

Rapidement les solidaires de tout bord se sont mis-es à l'action, mettant en place un réseau incroyable d'entraide via la récupération d'inventus, l'utilisation de cuisines associatives qui ne pouvaient plus servir à autre chose.

Des dizaines de mains se sont mises à couper, tailler, enfourner des légumes et les mettre en barquettes pour distribuer des repas dans la rue, d'autres à confectionner des colis alimentaires, des kits hygiène et des couches pour bébé.

Malgré la fatigue, de nouvelles énergies sont arrivées et arrivent toujours pour prendre le relais.

Dans ce mouvement, dans ce sursaut-là, ce sont des moments – nombreux – de joie, de partage et de fierté qui dissolvent une autre misère silencieuse : la solitude.

Merci, shoukran, grazie, à toutes les mains qui donnent comme à celles qui reçoivent, à celles qui continueront à lutter à Marseille et ailleurs.

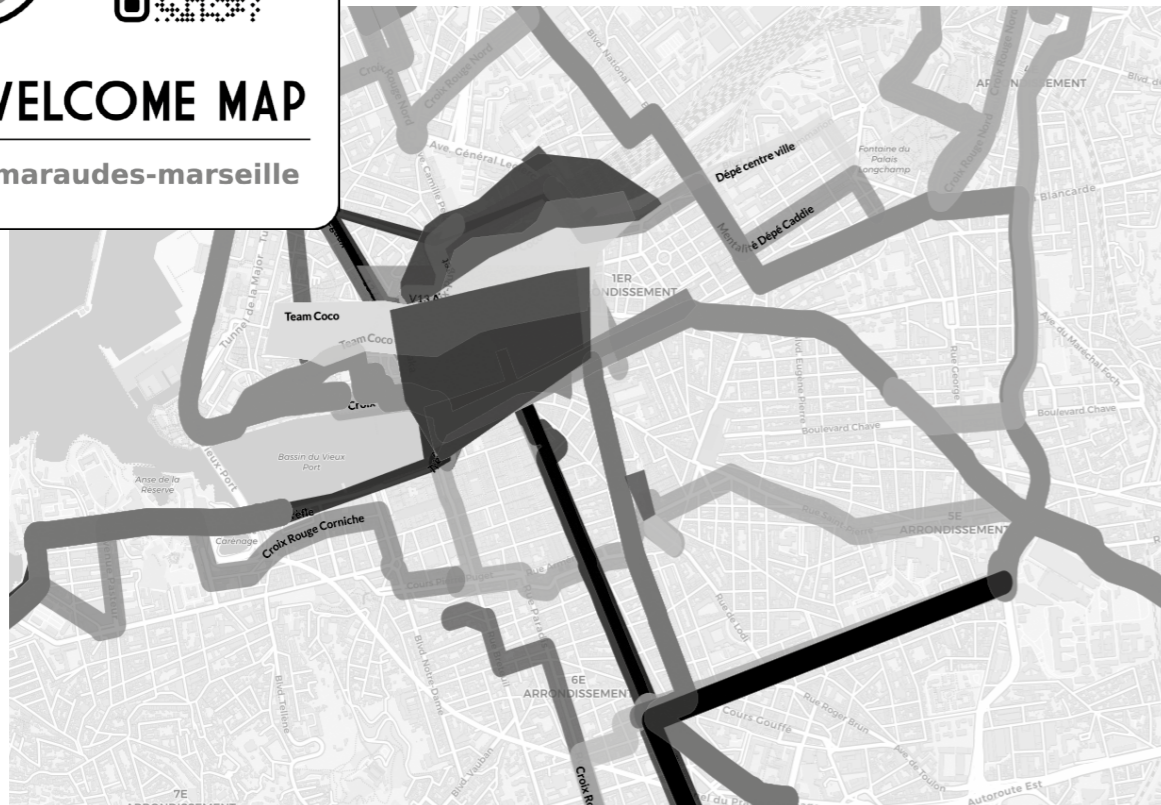
Quand, face au désespoir, l'énergie devient lutte pour un droit à l'alimentation pour tou-ttes, ça donne l'Après M, la Maraude sans nom, les Minots de Noailles, Virage mentalité Depé, Un sourire pour les anges, la Cloche, Masilia Couche System et tant d'autres...

Une Cartographie des Maraudes est disponible sur QX1 Welcome Map en version numérique et PDF



QX1 WELCOME MAP

qx1.org/maraudes-marseille

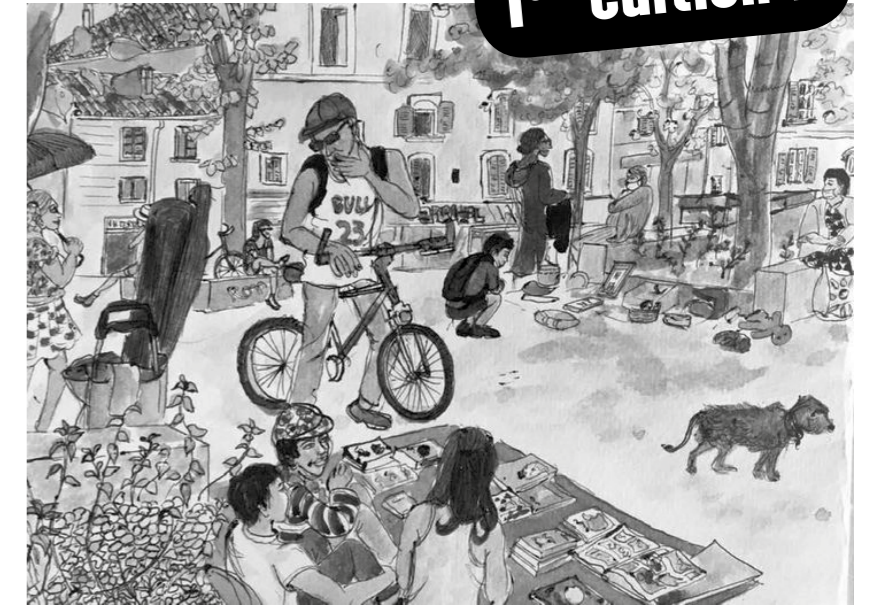


FÊTE DES SOLIDARITÉS,

1^{ère} édition ?

DIMANCHE 6 JUIN une rencontre/distribution alimentaire gratuite s'est déroulée sur la Plaine à l'initiative de la maraude «sans-nom» mais aussi de deux maraudes liées à des groupes ultras (Fanatics et Mentalité Virage Depé), ainsi que celle de la Dar, centre social autogéré.

Baptisé «Fête des solidarités», ce rassemblement a permis d'avancer concrètement sur la constitution d'un réseau d'autodéfense alimentaire face à la précarisation des conditions de vie, aggravée par les confinements et reconfinements. Au-delà de la nourriture, un vide-cafoutch libre et autogéré s'est déployé à l'ombre des arbres pour qui voulait se faire trois ronds, le tout rythmé par un sound system bien efficace. On installa de quoi jouer au foot et une bataille d'eau mémorable restera ancrée dans les esprits des minots. Il y a une grosse volonté de remettre ça ensemble au plus vite et de lancer un rendez-vous vide-grenier tous les dimanches.



Sans son marché, la Plaine n'est pas encore la Plaine...

ON CROYAIT que c'était fait : une fois les barrières enlevées, l'esplanade libérée, on attendait le retour du marché.

L'assemblée de la Plaine a soutenu les forain.e.s tout au long de leur mobilisation pour empêcher la dispersion du marché sur plusieurs lieux marseillais et a dû se résigner à sa fermeture le 11 octobre 2018, malgré la mobilisation sur place. Avec les forain-es, elle a entendu la promesse de retour des «247», faite publiquement lors de la tentative de blocage de l'inauguration de la Foire internationale de Marseille.

Mais aujourd'hui, surprise, la nouvelle configuration de la place ne permettrait plus leur retour à toutes et tous : «Avant que ne soient implantés les bancs, jardinières et lampadaires, on devait se réunir pour superposer le plan du marché sur celui de la nouvelle place. Cela ne s'est jamais fait...» (cf. La Provence, 21/05/2021).

Aucun-e forain-e n'accepte que 77 familles puissent perdre leur place. Malgré le doute, l'espoir reste. Ce qu'ils en disent :

«J'aimerais que le retour se passe au mieux, bien que j'en doute fortement. Le départ de la Plaine et sa gestion calamiteuse ont fait qu'aujourd'hui nous nous trouvons dans une situation inextricable. Je ne comprends pas qu'au vu de tous les problèmes générés par l'équipe du Bureau des emplacements, cette équipe n'ait pas été virée. Tout ce qui est là, c'est à cause d'eux.»

«On veut tout le monde avec des étals de 6 mètres, avec les camions et avec l'application des règlements. Mais on ne rentrera pas tous. Quand on est partis, il n'y avait pas les 247 arrêtés d'emplacement ; pour ceux qui ne rentrent pas dans ce cadre, il faut proposer d'autres marchés acceptés par eux.» affirme L. qui veut que tout le monde soit entendu.

«Les forains sont en négociation, en espérant que le maire respecte son engagement de récupérer tous les forains en règle à la Plaine.



Normalement même si l'équipe a changé, la Ville s'est engagée : accord pris en préfecture et les forain-es sont confiant-es.»

Le syndicat soumet son plan d'occupation de la place pour le retour des 247 et attend une réponse de la mairie.

Peut-être faudra-t-il modifier l'état actuel de la place et ça peut provoquer des déplacements de jardinières, de mobiliers, mais depuis 2 ans et demi que le marché a été déplacé, des familles sont en grande difficulté, n'arrivent pas à payer leurs factures, ont des huissiers sur le dos. «Dans d'autres villes, les forains ont été exonérés des charges pour cause de cessation d'activité : coronavirus, changement de lieu. Ici rien, on a même des pénalités quotidiennes si on ne paie pas les charges. Qu'attendent-ils ? Où est le civisme ?» demande Titin.

Antenne-relais : c'est pas la Plaine...

Le projet a failli passer inaperçu : en toute discrétion, Bouygues veut installer 2 nouvelles antennes-relais sur la Plaine. Si l'adjoint écolo Sébastien Barles promet une « charte » sur la 5G, l'adjoint à la sécurité Yannick Ohanessian n'y trouve guère à redire. Mais une pétition vient d'être lancée.

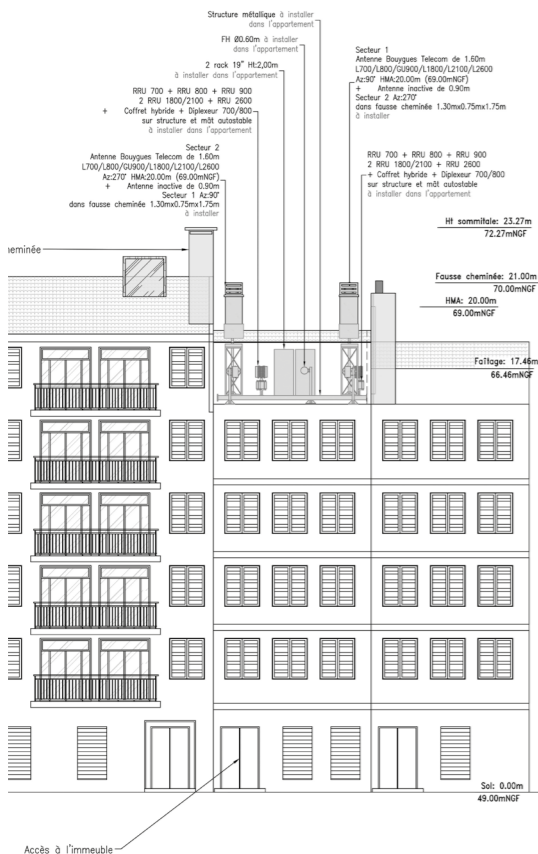
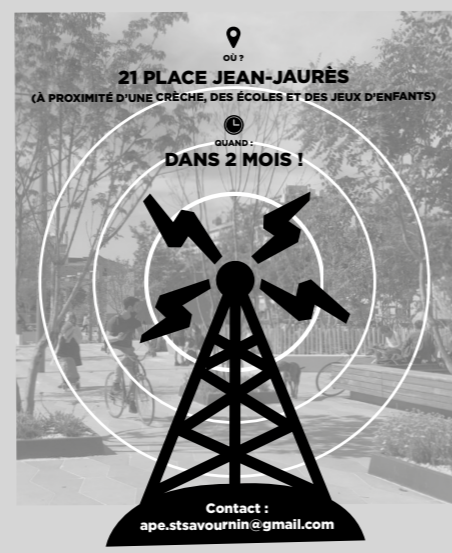
LE QUIZ



Sauriez-vous nous dire ce que c'est ?

- Des cheminées
- Des caméras de surveillance
- Des antennes-relais
- Des compacteurs à ordures

ANTENNE-RELAIS À LA PLAINE : NON !



Madame, Monsieur,

C'est avec une certaine surprise et avec inquiétude que nous avons appris que Bouygues avait le projet d'installer 2 antennes-relais au 21 place Jean-Jaurès et avait obtenu l'aval de la municipalité le 30 mars pour sa demande de permis de construire.

En effet, en atteste la carte que l'on trouve sur le site de la mairie de Marseille, quand bien même ferions-nous face à une « explosion des usages », nous sommes sur une place qui ne manquent pas d'antennes. On s'étonnera au passage que ce projet ne figure pas dans la liste des projets à venir répertoriés sur le site de la mairie.

De surcroît, ces deux antennes se trouvent à moins de 50 mètres d'une crèche (la crèche Sol en si), non loin en outre de plusieurs établissements scolaires et à proximité immédiate d'un espace où nos enfants se retrouvent pour jouer.

Enfin, la mairie de Marseille fait partie de celles qui

avaient réclamé publiquement et par voie de presse un « moratoire » face au déploiement de la 5G. Or, l'opérateur ne fait même pas mystère du fait que ces deux antennes pourraient aisément passer à la 5G.

Voilà pourquoi nous vous interpellons et demandons la suspension immédiate d'un tel projet. Nous nous tenons bien évidemment à votre disposition pour en discuter.

Cordialement,

L'APE de l'école élémentaire Saint-Savournin Barthélémy et les représentants des parents d'élèves.

PLAINARDES, PLAINARDS, « ON » VOUS ZIEUTE JOUR ET NUIT ET À L'OCCASION ON VOUS CAUSE

CE SONT SEPT hauts mâts glaçants, coiffés de caméras et de haut-parleurs discrets qui dominent désormais la « nouvelle » Plaine, méthodiquement répartis au-dessus d'un océan de béton, sans l'ombre d'une ombre, depuis le sinistre abattage de 90 arbres centenaires à l'automne 2018, premier acte de deux ans et demi de travaux. Ils sont là pour notre sécurité, paraît-il. Mais qui va croire ça ?

Des caméras, on savait qu'il y en aurait, et même beaucoup pour cette zone dite « sensible », en plus de celles qui préexistaient au chantier à l'angle des principales rues débouchant sur la place. Mais lorsqu'un lundi de fin avril, des sons sirupeux ont brusquement dégouliné de ces pylônes vert-de-gris, riverains et passants en sont restés effarés. Renseignements pris : c'était un test de bon fonctionnement « et rien de plus ». Mais qui va croire ça ?

Ils sont donc bien là, ces haut-parleurs, aussi potentiellement intrusifs et hostiles que les caméras. Et savoir qu'« on » peut à tout moment les réactiver pour n'importe quelles lubies municipales, recommandations sanitaires, publicités locales ou autre, le tout nappé de musiques insipides, est assez cauchemardesque comme perspective. Le bonheur des administré.e.s, selon la Soleam !

Les caméras sont arrivées à Marseille en 2013, saluées pompeusement par le Darmanin de l'époque, Manuel Valls, bien que la « vidéo-surveillance urbaine » dépende entièrement du maire. En 2018 l'équipe Gaudin l'a encore affinée avec l'acquisition d'un « système de vidéoprotection intelligente » (VPI), capable de détecter mouvements de foule, comportements suspects mais aussi de retrouver une personne signalée par « reconnaissance faciale ». Cerise sur le gâteau de la future « smart-city » phocéenne, bien en marche ! Pour le moment le procédé est à peu près contenu, mais un simple décret gouvernemental peut renverser la donne.

Fin 2020, Marseille comptait 1 400 caméras en service et en escomptait une centaine de plus. Mais, dès son arrivée à la mairie, la nouvelle équipe municipale du Printemps marseillais annonçait un moratoire et un audit sur l'installation de nouvelles ca-



méras. Argument financier plus qu'idéologique en ces temps de disette budgétaire : le jouet VPI coûte sept millions d'euros de frais de fonctionnement par an, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Des associations de défense des droits ont bien tenté d'attaquer le contrat VPI devant le tribunal administratif de Marseille, dont, en 2020, la Quadrature du Net qui défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique. Mais sa requête en référé pour l'annulation du « déploiement de logiciels d'analyse automatisée sur les caméras de la ville » a été, comme les autres, rejetée. Certes, pour « raison procédurale » (requête hors délais) et « pas sur le fond », souligne-t-elle. Mais bon... « circulez, y a rien à voir » !

Quant aux haut-parleurs, bien qu'installés par la Soleam, bras exécutif de la Métropole LR (dont l'équipe ne compte que deux représentants de la nouvelle municipalité), leur fonctionnement est aussi de la seule

compétence du maire. En principe ces aboyeurs officiels sont installés autour des marchés urbains, comme celui de La Plaine, avec une réglementation assez sommaire, voire fumeuse : musiques d'ambiance et annonces publicitaires sont généralement au menu, et uniquement pendant les heures de marché, mais qui décide de quoi et comment ? Mystère.

Sachez quand même que la « lutte contre les nuisances sonores revient en premier lieu au maire » et que si vous êtes gênés par le bruit, qu'il soit d'origine publique ou privée, vous pourrez toujours « faire appel aux forces de l'ordre, police nationale, municipale ou gendarmerie, pour faire constater le trouble », c'est la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite loi « Bruit » qui le dit ! Alors !

MERCI CHENOZ, POUR LES 100 BACS À CROTTES DE CHIENS SUR LA PLACE !

ON CROYAIT QUE CHENOZ avait mis au placard la demande, formulée dès 2015, par les habitants de la Plaine, de poser 4 bacs à crottes de chiens sur la place, histoire de pas marcher dans la caca. En fait, il n'a pas oublié : il y a bien 100 bacs à caca dans le gravier autour des arbres et on voit plein de gamins jouer dans ce qu'ils prennent pour des bacs à sable, au risque de choper de vilaines maladies. Alors, merci encore à l'équipe de la Soleam !

Quant à la nouvelle municipalité, on vous suggère de les installer très vite, ces vrais bacs à chiens, nettoyés tous les jours. Ça sera bon pour notre santé. Et vous ferez des économies de nettoyage.

21

LIVRAISON SURPRISE!

COMMENÇONS par le commencement : la place Jean-Jaurès nous a été «livrée», comme on dit dans la novlangue de l'aménagement, souvent vite reprise par les élus. Livrée comme un objet inerte, jeté à nos pieds, comme un colis Amazon commandé par quelques élus qui auraient eu une vision. Bref, un petit matin du début du mois de mai, la place Jean Jaurès a donc été livrée. En catimini bien sûr, avec quelques petits articles apparus la veille dans la presse, pour faire monter la sauce. Et donc sans même prévenir sa meilleure ennemie, la Mairie de Marseille, ne voilà-t-il pas que le bras armé de la Métropole, cette chère Soleam, se met à dégager en scred à 6h du mat' les dernières barrières qui engonçaient la place! Son nouveau président, Sieur Royer-Perreaut (coucou le cumul des mandats Lionel!), tentera brièvement de faire une conférence de presse sur la place dans l'après-midi. Mais sa lamentable opération com' échouera au bout de quelques minutes avec l'apparition des premières habitantes (ces drôles de choses qui peuplent une place) qui interpellent notre livreur attitré, empêchant ainsi sa malvenue parade urbaine.

Au petit matin de ce jeudi 6 mai il est donc possible de se balader à travers cette foutue place fermée depuis plus de deux ans. Premières impressions : ça fait grand et ça fait vide et puis tout ce sol minéralisé avec le soleil marseillais, ça brûle l'iris. Dans cet espace ravalé, difficile de retrouver ses repères ou la trace d'une conflictualité pourtant pas si lointaine... Les jeux pour en-

fants et l'îlot central broyant les magnolias sont aussi ouverts : l'occasion d'une nouvelle passe d'armes entre la Mairie et la Métropole – le jeu favori de la nouvelle Mairie pour se justifier de leur inaction – car les jeux pour enfants pourtant bien balèzes, bah au bout de deux ans et demi de chantier ils ne se sont pas rendus compte qu'au niveau sécurité c'était pas génial. Et vas-y qu'on remet des grilles autour du parc plus un gros mois pour refaire un sol mou et safe pour nos minots! C'est quand même beau la coopération entre les instances qui sont censées nous gouverner!

Mais en cette première matinée sur cette place livrée, les coordonnées du quartier semblent pourtant déjà se griffonner devant nos yeux : à peine arrivés et les premiers pétards sont roulés ; premier contrôle de la Mumu en vélo auprès d'un jeune racisé ; un Plainard – entre très en forme et très

fatigué – passe en hurlant que c'est trop propre et qu'il s'en va sur le champ acheter des bombes de graff pour remédier à cela. Une heure plus tard il met en action son plan en écrivant en très très grand son prénom. À la deuxième tentative, la Mumu est déjà de retour pour lui mettre la main dessus (les jeux pour enfants ça marche moyen mais les caméras c'est nickel!). Reste donc la première lettre de son prénom inachevé, un "N" énorme et mystérieux. Trois heures plus tard "N" sort de sa garde à vue et ni une ni deux, remonte sur la Plaine achever son œuvre et son prénom par la même. Une première journée hallucinée et déjà polarisée sur une place sans aucun doute requalifiée et livrée, mais décidément pas délivrée de ses contrastes trop souvent disqualifiés.



© Primitivi

La Plaine, circulez, y'a rien à boire (enfin si, mais bon...).

Se mettre la mine

sur une terrasse de la Plaine comme on le ferait dans n'importe quel bar de n'importe quelle ville : BIEN !

Siroter sa binouze à quelques mètres desdites terrasses, assis sur le sol ou sur un des rares bancs à l'ombre : PAS BIEN !

Samedi 5 juin dès 16h, des cyborgs casqués et armés de Famas ont nettoyé la place de toutes ces drôles de personnes qui avaient le malheur de boire de l'alcool sur l'espace public. Tandis qu'une certaine jeunesse dorée s'enivrait sur les terrasses de la place, la police-apaisante menaçait d'une amende de 135 euros toutes celles et ceux qui osaient ne pas consommer dans les espaces dédiés.

Le risque de violents lancers de sardines ayant été écarté par l'interdiction de la sardinade du 1^{er} mai, nos édiles ont ainsi permis que le badaud puisse flâner dans ce «quartier rebelle©» de shop en concept-store CBD, sans risquer de croiser sur sa route ce drôle d'énergumène qui s'est vu trop peinard, le/la plainard-e.



PETITES DEFINITIONS PLAINARDES

« ASSEMBLER »

Faire tenir
des choses ensemble.

À la Plaine se dit d'une pratique collective ancestrale et quasi-mensuelle en vue de faire tenir et composer ensemble des gens fort différents en vue d'agir de façon autodéterminée sur leur propre milieu de vie.

« APAISER »

Rendre moins violent,
amener à être plus paisible.

À la Plaine, se dit d'un quartier qui ne supporte plus la conflictualité inhérente à la vie collective. Caméras de surveillance, omniprésence policière, sécurité privée, riverains vigilants, consommation festive et marketée « rebelle » sont les ingrédients indispensables pour un quartier apaisé.

« RIVERAIN »

Celui qui habite le long
d'une rivière, d'un fleuve ou d'un lac.

À la Plaine, personne extérieure au torrent de vie de la place Jean Jaurès et qui ne cesse de se plaindre des éclaboussures dudit torrent, qu'il souhaiterait assécher...
apaiser pardon !

« TOURISTE »

Celui, celle qui fait du tourisme, qui voyage pour son plaisir, pour se détendre, s'enrichir, se cultiver. À la Plaine, personnes qui ne voient dans notre quartier qu'un territoire branché et labellisé "quartier rebelle©" que l'on consomme comme à la Joliette, au Vieux-Port, à Paris ou Berlin. Gaudin en avait rêvé, le Printemps Marseillais est en train de le réaliser : faire passer la destruction produite par l'industrie touristique comme une opportunité pour les Marseillais-es.

« FORAIN »

Qui a son activité sur les
marchés et les foires.

À la Plaine, plus de marché depuis deux ans et demi, des forain.es exilé.es au 4 coins de la ville et une mairie qui se soucie plus de mettre de la flicaille sur la place que de donner la date et les modalités de leur retour. Le marché trihebdomadaire et les forains représentent le cœur du quartier qui permet les connexions avec les autres quartiers de la ville.

« HABITANT »

Personne qui passe
une partie importante
de sa vie dans un lieu donné.

À la Plaine, personne souvent mal nommé « punk à chien », « schlag », « zonards » ou « zadistes ». Personne ayant tendance à organiser des fêtes de quartier, à jouer aux boules ou toute autre pratique ne relevant pas de la consommation de la ville et donc classé de facto comme étant « déviante ».

« MINÉRAL »

Substance qui n'est pas
vivante et peut être formée
naturellement ou synthétisée
artificiellement.

À la Plaine, stratégie de recouvrement de toutes formes vivantes : minéralisation de la place qui est devenue invivable de 11 h à 17 h sauf à l'abri d'une terrasse ombragée et payante ; atomisation et dévitalisation des corps à travers l'aménagement de l'espace ; artificialisation des socialités et des relations, normées par les usages de consommation ; interdiction de boire dans l'espace public dans le but à peine caché d'assécher le/la plainard-e consommateurice de 8.6.

« TERRASSE »

Partie du trottoir longeant
un café où sont disposées des
tables pour les consommateurs.

À la Plaine, on dit aussi « se faire terrasser » c'est à dire voir son espace de vie se faire grignoter par des tables, tabourets, bancs où il fait bon consommer. Nos voisin-es du Panier et du Cours Belsunce par exemple, peuvent témoigner de ce triste terrassement de leurs chez-eux.